

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



**ANNEXE EXPLICATIVE DETAILLANT ET JUSTIFIANT LES
MODIFICATIONS DES CREDITS**

ACCOMPAGNANT LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
1. ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	7
1.1 Tableau des variations	7
1.2 Justifications.....	7
2. ADMINISTRATION DU TERRITOIRE.....	9
2.1 Tableau des variations	9
2.2 Justifications.....	9
3. AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE	11
3.1 Tableau des variations	11
3.2 Justifications.....	11
4. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TOURISME.....	13
4.1 Tableau des variations	13
4.2 Justifications.....	13
5. CONSEIL ET CONTRÔLE	14
5.1 Tableau des variations	14
5.2 Justifications.....	14
6. CULTURE ET EDUCATION POPULAIRE	15
6.1 Tableau des variations	15
6.2 Justifications.....	15
7. DEFENSE.....	16
7.1 Tableau des variations	16
7.2 Justifications.....	16
8. PILOTAGE ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE.....	18
8.1 Tableau des variations	18
8.2 Justifications.....	19
9. ECONOMIE FORESTIERE, ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	20
9.1 Tableau des variations	20
9.2 Justifications.....	20
10. COMMUNICATION	22
10.1 Tableau des variations	22

10.2	Justifications.....	22
11.	EDUCATION NATIONALE.....	24
11.1	Tableau des variations	24
11.2	Justifications.....	24
12.	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE.....	26
12.1	Tableau des variations	26
12.2	Justifications.....	26
13.	ENTREPRENARIAT ET COMMERCE.....	28
13.1	Tableau des variations	28
13.2	Justifications.....	28
14.	GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	29
14.1	Tableau des variations	29
14.2	Justifications.....	30
15.	CONSTRUCTION, LOGEMENT ET EQUIPEMENT COLLECTIF.....	32
15.1	Tableau des variations	32
15.2	Justifications.....	32
16.	INDUSTRIE ET MINES	35
16.1	Tableau des variations	35
16.2	Justifications.....	35
17.	TRANSPORTS.....	36
17.1	Tableau des variations	36
17.2	Justifications.....	36
18.	JEUNESSE, SPORT ET LOISIRS.....	37
18.1	Tableau des variations	37
18.2	Justifications.....	37
19.	JUSTICE	38
19.1	Tableau des variations	38
19.2	Justifications.....	38
21.	POUVOIRS PUBLICS	40
21.1	Tableau des variations	40
21.1	Justifications.....	42
22.	PREVOYANCE SOCIALE.....	43
22.1	Tableau des variations	43

22.2	Justifications.....	43
23.	PROVISIONS.....	45
23.1	Tableau des variations	45
23.2	Justifications.....	45
24.	GESTION ET CONTROLES DES RESSOURCES HYDRAULIQUES, ENERGETIQUES ET PETROLIERES.....	46
24.1	Tableau des variations	46
24.2	Justifications.....	47
25.	SANTE.....	48
25.1	Tableau des variations	48
25.2	Justifications.....	48
26.	SECURITE.....	50
26.1	Tableau des variations	50
26.2	Justifications.....	50
27.	STRATEGIE ECONOMIQUE.....	51
27.1	Tableau des variations	51
27.2	Justifications.....	51
28.	FONCTION PUBLIQUE ET MODERNISATION DE L'ETAT	53
28.1	Tableau des variations	53
28.2	Justifications.....	53
29.	TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	54
29.1	Tableau des variations	54
29.2	Justifications.....	54
30	DEPENSES TRANSVERSALES	55
30.1	Tableau des variations	55
30.2	Justifications.....	56
31	AUTORITES ADMINISTRATIVES, INDEPEDANTES ET DE REGULATION	57
31.1	Tableau des variations	57
31.2	Justifications.....	58
35.	ENGAGEMENTS DE L'ETAT	59
35.1	Tableau des variations	59
35.2	Justifications.....	59
60.	PENSIONS.....	61

60.1	Tableau des variations	61
60.2	Justifications.....	61
61.	SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.....	62
61.1	Tableau des variations	62
61.2	Justifications.....	62
62.	PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES	63
62.1	Tableau des variations	63
62.2	Justifications.....	63
63.	PROMOTION DU SPORT	64
63.1	Tableau des variations	64
63.2	Justifications.....	64
64.	PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE.....	65
64.1	Tableau des variations	65
64.2	Justifications.....	65
65.	FORMATION POUR L'EMPLOI	66
60.1	Tableau des variations	66
60.2	Justifications.....	66
66.	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE.....	67
66.1	Tableau des variations	67
66.2	Justifications.....	67
67.	SALUBRITE PUBLIQUE	68
67.1	Tableau des variations	68
67.2	Justifications.....	68
68.	GESTION DU PATRIMOINE ROUTIER ET QUALITE DES CARBURANTS	69
68.1	Tableau des variations	69
68.2	Justifications.....	69
69.	FINANCEMENT DE L'HABITAT	70
69.1	Tableau des variations	70
69.2	Justifications.....	70

INTRODUCTION

En application des dispositions de l'article 16 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois des finances et à l'exécution du budget (LOLFEB), ensemble les textes modificatifs subséquents, l'annexe des variations détaille et justifie les modifications de crédits proposées dans le cadre du collectif budgétaire 2021.

Ledit collectif trouve sa justification dans la prise en compte des projets d'investissement arrêtés dans le cadre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), des dépenses additionnelles liées à la pandémie de la Covid-19 et de l'impact de cette dernière sur l'économie.

Dans ce contexte, le budget de l'Etat s'équilibrerait en ressources et en charges à **3.127,6 milliards FCFA** contre **2.768,3 milliards FCFA** (y compris les opérations en recettes et en dépenses des EPE, des collectivités locales et de la contribution aux organismes internationaux), dans la loi de finances initiale (LFI).

Ainsi, les dépenses du budget de l'Etat arrêtées à **1.911,1 milliard FCFA** contre **2.043 milliards FCFA** dans la LFI baisseraient de **131,9 milliards FCFA**, consécutivement à la diminution des recettes budgétaires.

Par titre, cette variation se décompose de la manière suivante :

- les charges financières de la dette (Titre 1), projetées à 293,9 milliards FCFA contre 272,9 milliards FCFA dans la LFI, enregistreraient une hausse de 21,1 milliards FCFA (+7,7%) ;
- les dépenses de personnel (Titre 2), seraient maintenues à leur niveau initial, soit 685,1 milliards FCFA ;
- les dépenses de biens et services (Titre 3), budgétisées à 290,3 milliards FCFA contre 240,6 milliards FCFA en LFI, seraient en hausse de 49,7 milliards FCFA (+20,6%) ;
- les dépenses de transfert (Titre 4), évaluées à 273,5 milliards FCFA dans le collectif budgétaire contre 279,4 milliards FCFA dans la LFI baisseraient de 5,9 milliards FCFA (-2,12%) ;
- les dépenses d'investissement (Titre 5), s'établiraient à 345,2 milliards FCFA contre 523,9 milliards FCFA dans la LFI, soit une baisse de 178,7 milliards de FCFA (-34,12%) ;
- les autres dépenses (Titre 6) sont évaluées à 23,4 milliards FCFA contre 41,1 milliards FCFA, soit une baisse de 17,6 milliards FCFA (-42,9%).

Les dépenses du budget de l'Etat baisseraient donc de 6,45%. Les différentes modifications intervenues dans le projet de loi de finances rectificative, objet de la présente annexe, sont justifiées par mission, programme et titre.

1. ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT

1.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Action extérieure de l'Etat	24 191 505 537	23 691 505 537	0	23 691 505 537	-500 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 020 937 786	7 020 937 786	0	7 020 937 786	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	13 769 374 841	13 769 374 841	0	13 769 374 841	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 368 720 741	1 368 720 741	0	1 368 720 741	0
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 032 472 169	1 532 472 169	0	1 532 472 169	-500 000 000
Affaires étrangères	16 772 119 252	16 719 779 979	0	16 719 779 979	-52 339 273
<i>Titre 2. Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 822 230 024	3 822 230 024	0	3 822 230 024	0
<i>Titre 3. Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	12 094 509 841	12 094 509 841	0	12 094 509 841	0
<i>Titre 4. Titre 4. Dépenses de transfert</i>	855 379 387	803 040 114	0	803 040 114	-52 339 273
Intégration africaine et coopération internationale	908 202 554	960 541 827	0	960 541 827	52 339 273
<i>Titre 2. Titre 2. Dépenses de personnel</i>	144 046 200	144 046 200	0	144 046 200	0
<i>Titre 3. Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	250 815 000	250 815 000	0	250 815 000	0
<i>Titre 4. Titre 4. Dépenses de transfert</i>	513 341 354	565 680 627	0	565 680 627	52 339 273
Affaires consulaires	1 363 668 093	1 363 668 093	0	1 363 668 093	0
<i>Titre 2. Titre 2. Dépenses de personnel</i>	293 740 924	293 740 924	0	293 740 924	0
<i>Titre 3. Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 037 455 000	1 037 455 000	0	1 037 455 000	0
<i>Titre 5. Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	32 472 169	32 472 169	0	32 472 169	0
Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	5 147 515 638	4 647 515 638	0	4 647 515 638	-500 000 000
<i>Titre 2. Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 760 920 638	2 760 920 638	0	2 760 920 638	0
<i>Titre 3. Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	386 595 000	386 595 000	0	386 595 000	0
<i>Titre 5. Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 000 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	-500 000 000

1.1 Justifications

Le budget de la mission "Action extérieure de l'Etat" est en diminution de 500.000.000 FCFA. Cette variation concerne les dépenses d'investissement.

Les variations par programme se déclinent ainsi qu'il suit :

- *Affaires étrangères / Intégration africaine et coopération internationale*

On note une baisse des dépenses de transfert de l'ordre de 52.339.273 FCFA du programme « Affaires étrangères » qui s'explique par la régularisation des mouvements au profit du programme « Intégration africaine et coopération internationale » dont les crédits augmenteraient du même montant.

- *Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat*

Le programme a connu une diminution de 500.000.000 FCFA sur les dépenses d'investissement relatif au reprofilage du projet « équipements des missions diplomatiques et postes consulaires » qui passe de 1.000.000.000 FCFA à 500.000.000 FCFA.

2. ADMINISTRATION DU TERRITOIRE

2.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Administration du territoire	29 798 233 642	28 196 763 054	0	28 196 763 054	-1 601 470 588
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 570 886 786	5 570 886 786	0	5 570 886 786	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 537 203 644	1 612 203 644	0	1 612 203 644	75 000 000
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	19 030 417 582	17 853 946 994	0	17 853 946 994	-1 176 470 588
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	3 659 725 630	3 159 725 630	0	3 159 725 630	-500 000 000
Administration territoriale	8 822 988 086	8 397 988 086	0	8 397 988 086	-425 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 921 071 442	3 921 071 442	0	3 921 071 442	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 012 203 644	1 087 203 644	0	1 087 203 644	75 000 000
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	929 713 000	929 713 000	0	929 713 000	0
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 960 000 000	2 460 000 000	0	2 460 000 000	-500 000 000
Gestion des collectivités locales	18 413 900 006	17 237 429 418	0	17 237 429 418	-1 176 470 588
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	128 195 424	128 195 424	0	128 195 424	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	18 085 704 582	16 909 233 994	0	16 909 233 994	-1 176 470 588
Prévention et gestion des catastrophes	264 502 200	264 502 200	0	264 502 200	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	174 502 200	174 502 200	0	174 502 200	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0
Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 296 843 350	2 296 843 350	0	2 296 843 350	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 347 117 720	1 347 117 720	0	1 347 117 720	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	0
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	699 725 630	699 725 630	0	699 725 630	0

2.2 Justifications

Les crédits de cette mission "Administration du territoire" connaissent globalement une diminution de 1.601.470.588 FCFA. Cette baisse se justifie entre autres, par la diminution des dépenses d'investissement (500.000.000 FCFA) et des dépenses de transfert (1.176.470.588 FCFA)

Les variations par programme s'expliquent ainsi qu'il suit :

- *Administration territoriale*

Sur le titre 3, l'augmentation de 75.000.000 FCFA est consécutive à la prise en compte des besoins exprimés en dépenses de fonctionnement.

Sur le titre 5, la baisse de 500.000.000 FCFA s'explique par le redimensionnement des projets d'investissement suivants :

- Projet de réhabilitation de la salle polyvalente du gouvernorat qui passe de 500.000.000 FCFA à 400.000.000 FCFA ;
- Projet de réhabilitation de la résidence du gouverneur de l'Estuaire qui passe de 100.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA ;
- Projet de réhabilitation de la résidence du gouverneur de l'Ogooué-Ivindo qui passe de 100.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA ;
- Projet d'achèvement du complexe administratif d'Akieni qui passe de 600.000.000 FCFA à 500.000.000 FCFA ;
- Projet de réhabilitation de la résidence du gouverneur de l'Ogooué-Maritime qui passe de 100.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA ;
- Projet de réhabilitation de la résidence du gouverneur du Woleu-Ntem qui passe de 100.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA ;
- Projet de réhabilitation de la résidence du gouverneur du Haut-Ogooué qui passe de 100.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA ;
- Projet de réhabilitation de la résidence du gouverneur du Moyen-Ogooué qui passe de 100.000.000 FCFA à 50.000.000 FCFA.

▪ *Gestion des collectivités locales*

La baisse de 1.176.470.588 FCFA, constatée sur le titre 4 est liée aux ajustements de la loi de finances rectificative en lien avec la contraction des ressources due à la conjoncture défavorable. L'ajustement porterait sur les crédits initialement affectés à l'opérateur AVERDA qui n'a plus de contrat de ramassage d'ordures avec l'Etat.

3. AGRICULTURE, ELEVAGE ET PECHE

3.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Agriculture, élevage et pêche	20 694 834 867	13 946 151 478	929 989 497	14 876 140 975	-5 818 693 892
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 520 697 742	7 520 697 742	0	7 520 697 742	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	475 000 000	475 000 000	0	475 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	836 501 030	970 125 736	0	970 125 736	133 624 706
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	11 862 636 095	4 980 328 000	929 989 497	5 910 317 497	-5 952 318 598
Agriculture	11 321 218 227	4 956 557 191	929 989 497	5 886 546 688	-5 434 671 539
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 126 405 132	2 126 405 132	0	2 126 405 132	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	512 505 000	430 152 059	0	430 152 059	-82 352 941
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	8 582 308 095	2 300 000 000	929 989 497	3 229 989 497	-5 352 318 598
Elevage	229 023 400	229 023 400	0	229 023 400	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	138 662 400	138 662 400	0	138 662 400	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	75 000 000	75 000 000	0	75 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	15 361 000	15 361 000	0	15 361 000	0
Pêche et aquaculture	1 750 412 070	1 750 412 070	0	1 750 412 070	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 606 712 070	1 606 712 070	0	1 606 712 070	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	43 700 000	43 700 000	0	43 700 000	0
Développement rural	4 930 355 718	4 546 333 365	0	4 546 333 365	-384 022 353
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 335 092 688	1 335 092 688	0	1 335 092 688	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	264 935 030	480 912 677	0	480 912 677	215 977 647
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	3 280 328 000	2 680 328 000	0	2 680 328 000	-600 000 000
Pilotage et soutien à la politique agricole	2 463 825 452	2 463 825 452	0	2 463 825 452	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 313 825 452	2 313 825 452	0	2 313 825 452	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0

3.2 Justifications

Les crédits de la mission enregistrent une diminution nette de 5.818.693.892 FCFA en dépit d'une augmentation de 133.624.706 FCFA. Par programme, il ressort ce qui suit :

- *Agriculture*

Sur le titre 4, on enregistre une diminution des crédits d'un montant de 82.352.941 FCFA, liée à un virement au profit du programme « développement rural ».

La diminution de 5.352.318.598 FCFA, sur le titre 5, est due au reprofilage des projets d'investissement suivants :

- Appui au programme Graine (BAD) qui passe 7.052.070.000 FCFA à 1.500.000.000 FCFA ;
- Infrastructure du lycée de Lébamba qui passe 530.238.095 FCFA à 400.000.000 FCFA ;
- Projet graine phase 2 qui passe 1.000.000.000 FCFA à 400.000.000 FCFA :

▪ *Développement rural*

Globalement le programme enregistre une diminution de 384.022.353 FCFA. Celle-ci est consécutive à la diminution de 600.000.000 FCFA sur les dépenses d'investissement malgré une augmentation de 215.977.647 FCFA des dépenses de transfert.

La hausse du titre 4 s'explique notamment par un virement en provenance du programme « agriculture » pour un montant de 82.352.941 FCFA.

Concernant le titre 5, la diminution de 600.000.000 FCFA est due au redimensionnement du "projet de développement agricole et rural (PDAR II)" phase 2.

4. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET TOURISME

4.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Aménagement du territoire et tourisme	4 888 730 524	4 538 730 524	0	4 538 730 524	-350 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	2 751 230 524	2 751 230 524	0	2 751 230 524	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 387 500 000	1 387 500 000	0	1 387 500 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	625 000 000	275 000 000	0	275 000 000	-350 000 000
Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 041 616 920	1 041 616 920	0	1 041 616 920	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>879 116 920</i>	<i>879 116 920</i>	<i>0</i>	<i>879 116 920</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>162 500 000</i>	<i>162 500 000</i>	<i>0</i>	<i>162 500 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien aux politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>350 000 000</i>	<i>350 000 000</i>	<i>0</i>	<i>350 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
Tourisme	1 604 222 404	1 254 222 404	0	1 254 222 404	-350 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>829 222 404</i>	<i>829 222 404</i>	<i>0</i>	<i>829 222 404</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>125 000 000</i>	<i>125 000 000</i>	<i>0</i>	<i>125 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>550 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>-350 000 000</i>
Pilotage et soutien à la politique du tourisme	1 817 891 200	1 817 891 200	0	1 817 891 200	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 042 891 200</i>	<i>1 042 891 200</i>	<i>0</i>	<i>1 042 891 200</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>775 000 000</i>	<i>775 000 000</i>	<i>0</i>	<i>775 000 000</i>	<i>0</i>

4.2 Justifications

Les crédits de la mission Aménagement du territoire et Tourisme connaissent une diminution de 350.000.000 FCFA.

Les variations suivantes sont constatées dans les programmes :

- *Tourisme*

Les crédits de ce programme connaissent une baisse de 350.000.000 FCFA. Cette variation est imputable au rattachement du projet d'investissement relatif à l'habitation des gorilles (AGATOUR) à la mission "Economie forestière et protection de l'environnement", précisément dans le programme conservation de la biodiversité.

5. CONSEIL ET CONTRÔLE

5.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Conseil et contrôle	3 167 374 276	3 317 748 151	0	3 317 748 151	150 373 875
Titre 2. Dépenses de personnel	1 365 124 276	1 365 124 276	0	1 365 124 276	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	996 250 000	1 196 623 875	0	1 196 623 875	200 373 875
Titre 4. Dépenses de transfert	6 000 000	6 000 000	0	6 000 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	800 000 000	750 000 000	0	750 000 000	-50 000 000
Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE)	2 488 075 876	2 688 449 751	0	2 688 449 751	200 373 875
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 160 825 876</i>	<i>1 160 825 876</i>	<i>0</i>	<i>1 160 825 876</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>821 250 000</i>	<i>1 021 623 875</i>	<i>0</i>	<i>1 021 623 875</i>	<i>200 373 875</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>6 000 000</i>	<i>6 000 000</i>	<i>0</i>	<i>6 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>500 000 000</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>
Conseil National de la Démocratie (CND)	495 818 400	495 818 400	0	495 818 400	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>195 818 400</i>	<i>195 818 400</i>	<i>0</i>	<i>195 818 400</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
Médiature	183 480 000	133 480 000	0	133 480 000	-50 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>8 480 000</i>	<i>8 480 000</i>	<i>0</i>	<i>8 480 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>100 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>-50 000 000</i>

5.2 Justifications

Les crédits alloués à la mission Conseil et Contrôle augmentent globalement de 150.373.875 FCFA. Cette variation est liée principalement à l'augmentation des crédits des dépenses de biens et services.

Les variations suivantes sont constatées dans les programmes :

- *Conseil Economique, Social et Environnemental*

La hausse de 200.373.875 FCFA sur le titre 3 est consécutive à la régularisation des opérations d'exécution et à la prise en compte du fonctionnement des cabinets des anciens Présidents.

- *Médiature*

Le titre 5 enregistre une diminution de 50.000.000 FCFA liée aux ajustements du projet de loi de finances rectificative.

6. CULTURE ET EDUCATION POPULAIRE

6.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Culture et éducation populaire	9 211 471 258	8 805 588 905	0	8 805 588 905	-405 882 353
Titre 2. Dépenses de personnel	7 506 819 758	7 206 819 758	0	7 206 819 758	-300 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	304 500 000	304 500 000	0	304 500 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	422 600 000	316 717 647	0	316 717 647	-105 882 353
Titre 5. Dépenses d'investissement	977 551 500	977 551 500	0	977 551 500	0
Culture	5 653 949 862	5 548 067 509	0	5 548 067 509	-105 882 353
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>4 544 198 362</i>	<i>4 544 198 362</i>	<i>0</i>	<i>4 544 198 362</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>192 000 000</i>	<i>192 000 000</i>	<i>0</i>	<i>192 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>420 100 000</i>	<i>314 217 647</i>	<i>0</i>	<i>314 217 647</i>	<i>-105 882 353</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>497 651 500</i>	<i>497 651 500</i>	<i>0</i>	<i>497 651 500</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	3 459 063 396	3 159 063 396	0	3 159 063 396	-300 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 916 663 396</i>	<i>2 616 663 396</i>	<i>0</i>	<i>2 616 663 396</i>	<i>-300 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>62 500 000</i>	<i>62 500 000</i>	<i>0</i>	<i>62 500 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>479 900 000</i>	<i>479 900 000</i>	<i>0</i>	<i>479 900 000</i>	<i>0</i>
Education populaire	98 458 000	98 458 000	0	98 458 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>45 958 000</i>	<i>45 958 000</i>	<i>0</i>	<i>45 958 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>2 500 000</i>	<i>2 500 000</i>	<i>0</i>	<i>2 500 000</i>	<i>0</i>

6.2 Justifications

Les crédits de la mission "Culture et éducation populaire" baissent de 405.882.353 FCFA. Cette variation concerne essentiellement les dépenses de personnel (- 300.000.000 FCFA) et de transfert (-105.882.353 FCFA).

Ces variations se répartissent par programme ainsi qu'il suit :

- *Culture*

La diminution de 105.882.353 FCFA sur les dépenses de transfert est liée à la déprogrammation des crédits prévus pour l'organisation du festival Gabon 9 Provinces.

- *Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts*

Dans ce programme, la diminution de 300.000.000 FCFA sur les dépenses de personnel s'explique par la régularisation des opérations d'exécution.

7. DEFENSE

7.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Défense	172 764 444 865	173 076 944 865	156 348 000	173 233 292 865	468 848 000
Titre 2. Dépenses de personnel	136 025 038 699	136 025 038 699	0	136 025 038 699	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	10 934 468 681	11 246 968 681	0	11 246 968 681	312 500 000
Titre 4. Dépenses de transfert	804 937 486	804 937 486	0	804 937 486	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	25 000 000 000	25 000 000 000	156 348 000	25 156 348 000	156 348 000
Préparation et emploi des forces	19 337 857 993	19 337 857 993	0	19 337 857 993	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>17 914 826 992</i>	<i>17 914 826 992</i>	<i>0</i>	<i>17 914 826 992</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 400 891 001</i>	<i>1 400 891 001</i>	<i>0</i>	<i>1 400 891 001</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>22 140 000</i>	<i>22 140 000</i>	<i>0</i>	<i>22 140 000</i>	<i>0</i>
Équipement des forces	47 954 257 086	47 954 257 086	156 348 000	48 110 605 086	156 348 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>32 553 380 086</i>	<i>32 553 380 086</i>	<i>0</i>	<i>32 553 380 086</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>400 877 000</i>	<i>400 877 000</i>	<i>0</i>	<i>400 877 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>15 000 000 000</i>	<i>15 000 000 000</i>	<i>156 348 000</i>	<i>15 156 348 000</i>	<i>156 348 000</i>
Garde Républicaine	39 397 761 685	39 397 761 685	0	39 397 761 685	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>28 445 876 685</i>	<i>28 445 876 685</i>	<i>0</i>	<i>28 445 876 685</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>951 885 000</i>	<i>951 885 000</i>	<i>0</i>	<i>951 885 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>10 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>10 000 000 000</i>	<i>0</i>
Vie du soldat	17 938 179 845	17 938 179 845	0	17 938 179 845	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>9 844 871 680</i>	<i>9 844 871 680</i>	<i>0</i>	<i>9 844 871 680</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>7 335 440 680</i>	<i>7 335 440 680</i>	<i>0</i>	<i>7 335 440 680</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>757 867 486</i>	<i>757 867 486</i>	<i>0</i>	<i>757 867 486</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	48 136 388 256	48 448 888 256	0	48 448 888 256	312 500 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>47 266 083 256</i>	<i>47 266 083 256</i>	<i>0</i>	<i>47 266 083 256</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>845 375 000</i>	<i>1 157 875 000</i>	<i>0</i>	<i>1 157 875 000</i>	<i>312 500 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>24 930 000</i>	<i>24 930 000</i>	<i>0</i>	<i>24 930 000</i>	<i>0</i>

7.2 Justifications

Les crédits de la mission Défense connaissent une hausse de 468.848.000 FCFA résultant de l'augmentation des dépenses de biens et services (312.500.000 FCFA) et de celles relatives à l'investissement (156.348.000 FCFA).

Le détail de ces variations est présenté comme suit :

- *Équipement des forces*

La hausse de 156.348.000 FCFA sur le titre 5 est liée à la prise en compte du projet « Renforcement des capacités des sapeurs-pompiers (PID PIH) ».

- *Pilotage et soutien à la politique de défense nationale*

La hausse de 312.500.000 FCFA sur le titre 3 est liée à la régularisation des opérations d'exécution.

8. PILOTAGE ET COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

8.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	12 231 104 919	16 290 974 216	0	16 290 974 216	4 059 869 297
Titre 2. Dépenses de personnel	8 947 488 608	11 747 781 551	0	11 747 781 551	2 800 292 943
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 113 541 000	2 784 882 060	0	2 784 882 060	671 341 060
Titre 4. Dépenses de transfert	170 075 311	758 310 605	0	758 310 605	588 235 294
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
Coordination du travail gouvernemental	3 076 161 759	4 135 738 113	0	4 135 738 113	1 059 576 354
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 487 175 448</i>	<i>2 487 175 448</i>	<i>0</i>	<i>2 487 175 448</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>475 866 000</i>	<i>947 207 060</i>	<i>0</i>	<i>947 207 060</i>	<i>471 341 060</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>113 120 311</i>	<i>701 355 605</i>	<i>0</i>	<i>701 355 605</i>	<i>588 235 294</i>
Coordination des politiques urbaines	746 213 880	746 213 880	0	746 213 880	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>629 213 880</i>	<i>629 213 880</i>	<i>0</i>	<i>629 213 880</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>17 000 000</i>	<i>17 000 000</i>	<i>0</i>	<i>17 000 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 936 775 500	5 936 775 500	0	5 936 775 500	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>4 246 820 500</i>	<i>4 246 820 500</i>	<i>0</i>	<i>4 246 820 500</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>650 000 000</i>	<i>650 000 000</i>	<i>0</i>	<i>650 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>39 955 000</i>	<i>39 955 000</i>	<i>0</i>	<i>39 955 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>
Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	274 895 000	274 895 000	0	274 895 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>44 220 000</i>	<i>44 220 000</i>	<i>0</i>	<i>44 220 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>230 675 000</i>	<i>230 675 000</i>	<i>0</i>	<i>230 675 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien aux relations avec les Institutions Constitutionnelles	1 756 058 780	1 756 058 780	0	1 756 058 780	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 540 058 780</i>	<i>1 540 058 780</i>	<i>0</i>	<i>1 540 058 780</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>216 000 000</i>	<i>216 000 000</i>	<i>0</i>	<i>216 000 000</i>	<i>0</i>
Evaluation des politiques publiques	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>
Bonne gouvernance	200 000 000	3 200 292 943	0	3 200 292 943	3 000 292 943
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>0</i>	<i>2 800 292 943</i>	<i>0</i>	<i>2 800 292 943</i>	<i>2 800 292 943</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>400 000 000</i>	<i>0</i>	<i>400 000 000</i>	<i>200 000 000</i>
Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	141 000 000	141 000 000	0	141 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>141 000 000</i>	<i>141 000 000</i>	<i>0</i>	<i>141 000 000</i>	<i>0</i>

8.2 Justifications

Les crédits de la mission "Pilotage et coordination de l'action gouvernementale" augmentent globalement de 4.059.869.299 FCFA. Cette variation résulte de la hausse des dépenses de personnel (2.800.292.945 FCFA), des dépenses de biens et services (671.341.060 F CFA) et des dépenses de transfert (588.235.294 F CFA).

Le détail de cette variation est présenté comme suit :

- *Coordination du travail gouvernemental*

La hausse de 1.059.576.354 FCFA est consécutive au relèvement du niveau des dépenses des biens et services (471.341.060 FCFA) et des dépenses de transfert (588.235.294 FCFA) en lien avec la régularisation des opérations d'exécution.

- *Bonne Gouvernance*

Au même titre que le programme précédent, les opérations de régularisation d'exécution ont entraîné une hausse de 3.000.292.945 FCFA sur les dépenses de personnel et les dépenses de biens et services.

9. ECONOMIE FORESTIERE, ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

9.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Economie forestière et protection de l'environnement	28 765 100 400	12 814 539 915	16 788 476 045	29 603 015 960	837 915 560
Titre 2. Dépenses de personnel	7 440 417 310	7 440 417 310	0	7 440 417 310	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	612 545 000	612 545 000	0	612 545 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	7 140 199 512	3 161 577 605	2 802 151 319	5 963 728 924	-1 176 470 588
Titre 5. Dépenses d'investissement	13 571 938 578	1 600 000 000	13 986 324 726	15 586 324 726	2 014 386 148
Gestion durable des eaux et des forêts	4 394 014 894	3 894 014 894	0	3 894 014 894	-500 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 888 977 773</i>	<i>2 888 977 773</i>	<i>0</i>	<i>2 888 977 773</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 045 000</i>	<i>100 045 000</i>	<i>0</i>	<i>100 045 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>404 992 121</i>	<i>404 992 121</i>	<i>0</i>	<i>404 992 121</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>500 000 000</i>	<i>-500 000 000</i>
Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	141 026 800	141 026 800	0	141 026 800	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>41 026 800</i>	<i>41 026 800</i>	<i>0</i>	<i>41 026 800</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>
Conservation de la biodiversité	18 568 165 719	3 367 605 234	16 788 476 045	20 156 081 279	1 587 915 560
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>153 912 400</i>	<i>153 912 400</i>	<i>0</i>	<i>153 912 400</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>6 242 314 741</i>	<i>2 263 692 834</i>	<i>2 802 151 319</i>	<i>5 065 844 153</i>	<i>-1 176 470 588</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>12 071 938 578</i>	<i>850 000 000</i>	<i>13 986 324 726</i>	<i>14 836 324 726</i>	<i>2 764 386 148</i>
Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 941 506 314	1 691 506 314	0	1 691 506 314	-250 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 031 181 664</i>	<i>1 031 181 664</i>	<i>0</i>	<i>1 031 181 664</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>112 500 000</i>	<i>112 500 000</i>	<i>0</i>	<i>112 500 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>297 824 650</i>	<i>297 824 650</i>	<i>0</i>	<i>297 824 650</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>500 000 000</i>	<i>250 000 000</i>	<i>0</i>	<i>250 000 000</i>	<i>-250 000 000</i>
Pilotage et soutien à la politique de l'économie forestière	3 720 386 673	3 720 386 673	0	3 720 386 673	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 325 318 673</i>	<i>3 325 318 673</i>	<i>0</i>	<i>3 325 318 673</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>195 068 000</i>	<i>195 068 000</i>	<i>0</i>	<i>195 068 000</i>	<i>0</i>

9.2 Justifications

Les crédits de la mission "Economie forestière et protection de l'environnement" augmentent globalement de 837.915.560 FCFA. Cette augmentation est due principalement au rattachement de certains projets au programme "conservation de la biodiversité".

Cette évolution se présente par programme ainsi qu'il suit :

- *Gestion durable des eaux et forêts*

Le redimensionnement du projet "acquisition du matériel roulant pour les missions de contrôle" a entraîné une baisse des crédits de 500.000.000 FCFA eu égard aux ajustements relatifs au PLFR.

- *Conservation de la biodiversité*

L'augmentation du titre 5 de 2.764.386.148 FCFA s'explique par la prise en compte de nouveaux projets financés par provision pour investissements diversifiés (PID) et provision pour investissements en hydrocarbure (PIH) tels que :

- Projet : Gabon bleu-Gabon vert (1.004.400.000 FCFA) ;
- Projet : Protection de la côte Cap LOPEZ (2.232.000.000 FCFA).

Cependant, elle est contrastée par la diminution des crédits du titre 4 (-1.176.470.588 FCFA) de l'ANPN.

- *Amélioration du cadre de vie*

La baisse de 250.000.000 FCFA sur les crédits du titre 5 résulte de la réduction de la dotation allouée au projet "Mise en œuvre du Plan National d'Affectation des Terres (PNAT)".

".

10. COMMUNICATION

10.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Communication	32 104 852 164	22 904 852 164	0	22 904 852 164	-9 200 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	8 105 869 734	7 905 869 734	0	7 905 869 734	-200 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 553 091 091	1 553 091 091	0	1 553 091 091	0
Titre 4. Dépenses de transfert	1 938 259 615	1 938 259 615	0	1 938 259 615	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	20 507 631 724	11 507 631 724	0	11 507 631 724	-9 000 000 000
Economie numérique	22 476 582 044	13 476 582 044	0	13 476 582 044	-9 000 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 056 374 924</i>	<i>1 056 374 924</i>	<i>0</i>	<i>1 056 374 924</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>747 291 091</i>	<i>747 291 091</i>	<i>0</i>	<i>747 291 091</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>930 301 029</i>	<i>930 301 029</i>	<i>0</i>	<i>930 301 029</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>19 742 615 000</i>	<i>10 742 615 000</i>	<i>0</i>	<i>10 742 615 000</i>	<i>-9 000 000 000</i>
Communication	4 942 679 355	4 684 605 542	0	4 684 605 542	-258 073 813
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 982 190 312</i>	<i>2 982 190 312</i>	<i>0</i>	<i>2 982 190 312</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>564 800 000</i>	<i>306 726 188</i>	<i>0</i>	<i>306 726 188</i>	<i>-258 073 813</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>630 672 319</i>	<i>630 672 319</i>	<i>0</i>	<i>630 672 319</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>765 016 724</i>	<i>765 016 724</i>	<i>0</i>	<i>765 016 724</i>	<i>0</i>
Poste	744 595 467	744 595 467	0	744 595 467	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>592 309 200</i>	<i>592 309 200</i>	<i>0</i>	<i>592 309 200</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>77 286 267</i>	<i>77 286 267</i>	<i>0</i>	<i>77 286 267</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de la communication	3 940 995 298	3 999 069 110	0	3 999 069 110	58 073 813
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 474 995 298</i>	<i>3 274 995 298</i>	<i>0</i>	<i>3 274 995 298</i>	<i>-200 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>166 000 000</i>	<i>424 073 813</i>	<i>0</i>	<i>424 073 813</i>	<i>258 073 813</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>300 000 000</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>

10.2 Justifications

Les crédits de la mission "Communication" diminuent de 9.200.000.000 FCFA. Cette baisse est liée à la contraction des crédits affectés aux dépenses de personnel (200.000.000 FCFA) et d'investissement (9.000.000.000 FCFA).

Cette évolution est détaillée par programme ainsi qu'il suit :

- *Economie numérique*

Le programme enregistre une baisse de 9.000.000.000 FCFA sur le titre 5, consécutive au reprofilage du projet EGABON (-7.000.000.000 FCFA) et à la déprogrammation du projet PPP numérique avec Singapour (-2.000.000.000 FCFA).

- *Communication*

Sur le titre 3, la diminution de 258.073.813 FCFA est consécutive à un virement au profit du programme pilotage et soutien.

- *Pilotage et soutien à la politique de la communication*

Sur le titre 2, les crédits baissent de 200.000.000 FCFA consécutivement à la régularisation des opérations d'exécution.

Sur le titre 3, l'augmentation de 258.073.813 FCFA fait suite à un virement en provenance du programme « communication ».

11. EDUCATION NATIONALE

11.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Education nationale	223 181 990 087	194 778 326 524	5 627 111 252	200 405 437 776	-22 776 552 312
Titre 2. Dépenses de personnel	165 997 159 019	154 997 159 019	0	154 997 159 019	-11 000 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	12 600 000 000	11 600 000 000	1 000 000 000	12 600 000 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	262 500 000	262 500 000	0	262 500 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	44 322 331 068	27 918 667 505	4 627 111 252	32 545 778 757	-11 776 552 312
Enseignement pré-primaire et primaire	72 335 993 961	62 522 330 398	0	62 522 330 398	-9 813 663 564
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>63 575 979 334</i>	<i>58 575 979 334</i>	<i>0</i>	<i>58 575 979 334</i>	<i>-5 000 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 650 000 000</i>	<i>1 650 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 650 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>7 110 014 627</i>	<i>2 296 351 064</i>	<i>0</i>	<i>2 296 351 064</i>	<i>-4 813 663 564</i>
Enseignement secondaire	131 455 977 156	115 515 977 156	4 371 532 105	119 887 509 261	-11 568 467 895
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>86 446 160 715</i>	<i>81 446 160 715</i>	<i>0</i>	<i>81 446 160 715</i>	<i>-5 000 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>10 000 000 000</i>	<i>9 000 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>10 000 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>262 500 000</i>	<i>262 500 000</i>	<i>0</i>	<i>262 500 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>34 747 316 441</i>	<i>24 807 316 441</i>	<i>3 371 532 105</i>	<i>28 178 848 546</i>	<i>-6 568 467 895</i>
Enseignement technique et professionnel	19 390 018 970	16 740 018 970	1 255 579 147	17 995 598 117	-1 394 420 853
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>15 975 018 970</i>	<i>14 975 018 970</i>	<i>0</i>	<i>14 975 018 970</i>	<i>-1 000 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>950 000 000</i>	<i>950 000 000</i>	<i>0</i>	<i>950 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 465 000 000</i>	<i>815 000 000</i>	<i>1 255 579 147</i>	<i>2 070 579 147</i>	<i>-394 420 853</i>

11.2 Justifications

Les crédits de la mission "Education nationale" baissent de 22.776.552.312 FCFA en lien avec la baisse globale du niveau des ressources.

Par programme, les variations se traduisent, ainsi qu'il suit :

- **Enseignement pré-primaire et primaire**

Les crédits de ce programme baissent de 9.813.663.564 FCFA porté par les dépenses de personnel (5.000.000.000 FCFA) et d'investissement (4.813.663.564 FCFA)

Les dépenses du titre 2 baissent de 5.000.000.000 FCFA relativement aux opérations de régularisation d'exécution.

Le titre 5 diminue de 4.813.663.564 FCFA. Cette baisse s'explique par le reprofilage du projet de réhabilitation de 703 écoles primaires.

▪ *Enseignement secondaire*

Le programme enseignement secondaire enregistre une baisse de 11.568.467.895 FCFA du fait de la diminution des crédits liés aux dépenses de personnel (-5.000.000.000 FCFA) et d'investissement (-6.568.467.895 FCFA).

Ces évolutions sont détaillées ainsi qu'il suit :

La baisse du titre 2 pour un montant de 5.000.000.000 FCFA est consécutive à la régularisation des opérations d'exécution.

Pour le titre 5, une diminution de 6.568.467.895 FCFA affecte les projets suivants :

- Programme de réhabilitation de 109 lycées et collèges ;
- Acquisition des établissements scolaires ;
- Construction du lycée du deuxième arrondissement de Franceville ;
- Programme investissement secteur éducation (AFD).

▪ *Enseignement technique et professionnel*

Le programme enseignement technique et professionnel enregistre une baisse de 1.394.420.853 FCFA liée à une diminution des crédits de personnel (1.000.000.000 FCFA) et d'investissement (394.420.853 FCFA).

Cette variation se décline ainsi qu'il suit :

Les dépenses de personnel baissent de 1.000.000.000 FCFA consécutivement à la régularisation des opérations d'exécution.

Le titre 5 se contracte de 394.420.853 FCFA dû au reprofilage du projet « Achèvement du lycée technique de Bikélé » malgré une dotation supplémentaire allouée au nouveau projet "Appui à la modernisation du lycée technique national Omar BONGO ONDIMBA".

12. ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

12.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Enseignement supérieur et recherche scientifique	100 363 853 448	95 577 863 216	6 815 332 058	102 393 195 274	2 029 341 826
Titre 2. Dépenses de personnel	36 558 065 534	35 155 675 302	0	35 155 675 302	-1 402 390 232
Titre 3. Dépenses de biens et services	7 540 034 000	7 540 034 000	0	7 540 034 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	50 090 153 914	50 252 153 914	0	50 252 153 914	162 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	6 175 600 000	2 630 000 000	6 815 332 058	9 445 332 058	3 269 732 058
Enseignement supérieur	22 466 036 084	18 720 436 084	3 932 146 058	22 652 582 142	186 546 058
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>12 101 935 951</i>	<i>12 101 935 951</i>	<i>0</i>	<i>12 101 935 951</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>3 230 000 000</i>	<i>3 230 000 000</i>	<i>0</i>	<i>3 230 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>958 500 133</i>	<i>958 500 133</i>	<i>0</i>	<i>958 500 133</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>6 175 600 000</i>	<i>2 430 000 000</i>	<i>3 932 146 058</i>	<i>6 362 146 058</i>	<i>186 546 058</i>
Recherche scientifique et innovation	14 565 418 844	14 565 418 844	2 845 800 000	17 411 218 844	2 845 800 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>13 687 773 900</i>	<i>13 687 773 900</i>	<i>0</i>	<i>13 687 773 900</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>677 644 944</i>	<i>677 644 944</i>	<i>0</i>	<i>677 644 944</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 845 800 000</i>	<i>2 845 800 000</i>	<i>2 845 800 000</i>
Vie de l'étudiant	54 065 204 547	54 065 204 547	37 386 000	54 102 590 547	37 386 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 940 642 223</i>	<i>1 940 642 223</i>	<i>0</i>	<i>1 940 642 223</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>3 690 034 000</i>	<i>3 690 034 000</i>	<i>0</i>	<i>3 690 034 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>48 434 528 324</i>	<i>48 434 528 324</i>	<i>0</i>	<i>48 434 528 324</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>37 386 000</i>	<i>37 386 000</i>	<i>37 386 000</i>
Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'éducation	9 267 193 973	8 226 803 741	0	8 226 803 741	-1 040 390 232
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>8 827 713 460</i>	<i>7 425 323 228</i>	<i>0</i>	<i>7 425 323 228</i>	<i>-1 402 390 232</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>420 000 000</i>	<i>420 000 000</i>	<i>0</i>	<i>420 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>19 480 513</i>	<i>181 480 513</i>	<i>0</i>	<i>181 480 513</i>	<i>162 000 000</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>

12.2 Justifications

Les crédits de la mission "Enseignement supérieur et recherche scientifique" affichent une hausse de 2.029.341.826 FCFA, résultant d'un accroissement des dépenses d'investissement (3.269.732.058 FCFA) et des dépenses de transfert (162.000.000 FCFA) d'une part et d'une baisse des dépenses de personnel (-1.402.390.232 FCFA) d'autre part.

Par programme, les variations se traduisent ainsi qu'il suit :

▪ *Enseignement supérieur*

La variation du titre 5 de 186.546.058 FCFA s'explique principalement par la prise en compte de nouveaux projets financés par PID/PIH suivants :

- Appui à la modernisation de l'UOB ;
- Rectorat de l'USS ;
- Rénovation de l'Université Omar BONGO (UOB) ;
- Travaux de réhabilitation de l'USTM.

Cependant, le projet "Réhabilitation et modernisation des Universités et Grandes Ecoles" a fait l'objet d'une déprogrammation.

▪ *Recherche scientifique et innovation.*

Le programme enregistre une hausse de 2.845.800.000 FCFA sur le titre 5 suite à l'inscription du projet "CIRMF".

▪ *Vie de l'étudiant*

La hausse des dépenses d'investissement de 37.386.000 FCFA s'explique par la prise en compte du projet "Bourses Enseignement Supérieur (PID PIH)".

▪ *Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'éducation nationale et de l'enseignement technique*

La baisse des dépenses de personnel s'explique par la régularisation des opérations d'exécution. Par contre, l'augmentation des dépenses de transfert de 162.000.000 FCFA, se justifie par la prise en compte du programme "Gabon Egalité" sur le pan éducation nationale.

Quant aux dépenses d'investissement, l'accroissement de 200.000.000 FCFA s'explique par la prise en compte du projet "Gabon égalité sanitaire - grossesse précoce".

13. ENTREPRENARIAT ET COMMERCE

13.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Entreprenariat et commerce	9 759 753 214	9 338 929 685	462 000 000	9 800 929 685	41 176 471
Titre 2. Dépenses de personnel	8 599 657 612	8 599 657 612	0	8 599 657 612	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	860 215 000	498 215 000	462 000 000	960 215 000	100 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	299 880 602	241 057 073	0	241 057 073	-58 823 529
Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	1 902 714 680	1 943 891 151	0	1 943 891 151	41 176 471
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 532 714 680</i>	<i>1 532 714 680</i>	<i>0</i>	<i>1 532 714 680</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>120 000 000</i>	<i>220 000 000</i>	<i>0</i>	<i>220 000 000</i>	<i>100 000 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>250 000 000</i>	<i>191 176 471</i>	<i>0</i>	<i>191 176 471</i>	<i>-58 823 529</i>
Promotion des échanges	2 960 494 130	2 498 494 130	462 000 000	2 960 494 130	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 320 398 528</i>	<i>2 320 398 528</i>	<i>0</i>	<i>2 320 398 528</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>590 215 000</i>	<i>128 215 000</i>	<i>462 000 000</i>	<i>590 215 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>49 880 602</i>	<i>49 880 602</i>	<i>0</i>	<i>49 880 602</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien aux politiques du commerce et des PME-PMI	4 896 544 404	4 896 544 404	0	4 896 544 404	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>4 746 544 404</i>	<i>4 746 544 404</i>	<i>0</i>	<i>4 746 544 404</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>150 000 000</i>	<i>150 000 000</i>	<i>0</i>	<i>150 000 000</i>	<i>0</i>

13.2 Justifications

Les crédits de la mission "Entreprenariat et commerce" affichent une hausse globale de 41.176.471 FCFA nonobstant la baisse des dépenses de transfert de l'ordre de 58.823.529 FCFA.

- *Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et de l'économie sociale*

Les dépenses de biens et services connaissent une hausse de 100.000.000 FCFA relative à la prise en compte du fonctionnement de la Chambre des Métiers de l'Artisanat.

La baisse de 58.823.529 FCFA constatée sur les dépenses de transfert est tributaire à la régularisation des opérations d'exécution.

14. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

14.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Gestion des finances publiques	77 942 489 202	88 646 874 546	0	88 646 874 546	10 704 385 344
Titre 2. Dépenses de personnel	33 000 912 900	48 605 945 258	0	48 605 945 258	15 605 032 358
Titre 3. Dépenses de biens et services	13 937 092 440	16 310 651 778	0	16 310 651 778	2 373 559 338
Titre 4. Dépenses de transfert	345 746 562	345 746 562	0	345 746 562	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	12 916 737 300	11 773 720 000	0	11 773 720 000	-1 143 017 300
Titre 6. Autres dépenses	17 742 000 000	11 610 810 948	0	11 610 810 948	-6 131 189 052
Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	18 361 845 073	38 591 903 835	0	38 591 903 835	20 230 058 762
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>6 859 034 863</i>	<i>23 510 799 977</i>	<i>0</i>	<i>23 510 799 977</i>	<i>16 651 765 114</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>7 620 292 910</i>	<i>9 820 292 910</i>	<i>0</i>	<i>9 820 292 910</i>	<i>2 200 000 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>150 000 000</i>	<i>150 000 000</i>	<i>0</i>	<i>150 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>732 517 300</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>500 000 000</i>	<i>-232 517 300</i>
<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	<i>3 000 000 000</i>	<i>4 610 810 948</i>	<i>0</i>	<i>4 610 810 948</i>	<i>1 610 810 948</i>
Comptabilité et trésorerie de l'Etat	10 924 713 609	10 824 713 609	0	10 824 713 609	-100 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>9 251 917 359</i>	<i>9 251 917 359</i>	<i>0</i>	<i>9 251 917 359</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 020 796 250</i>	<i>1 020 796 250</i>	<i>0</i>	<i>1 020 796 250</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>650 000 000</i>	<i>550 000 000</i>	<i>0</i>	<i>550 000 000</i>	<i>-100 000 000</i>
Gestion du contentieux de l'Etat	16 658 688 325	8 916 688 325	0	8 916 688 325	-7 742 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 329 888 325</i>	<i>1 329 888 325</i>	<i>0</i>	<i>1 329 888 325</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>586 800 000</i>	<i>586 800 000</i>	<i>0</i>	<i>586 800 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	<i>14 742 000 000</i>	<i>7 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>7 000 000 000</i>	<i>-7 742 000 000</i>
Gestion du patrimoine	771 642 901	771 642 901	0	771 642 901	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>321 642 901</i>	<i>321 642 901</i>	<i>0</i>	<i>321 642 901</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>450 000 000</i>	<i>450 000 000</i>	<i>0</i>	<i>450 000 000</i>	<i>0</i>
Gestion fiscale	21 772 105 404	20 661 605 404	0	20 661 605 404	-1 110 500 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>7 613 197 404</i>	<i>7 613 197 404</i>	<i>0</i>	<i>7 613 197 404</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>2 549 688 000</i>	<i>2 549 688 000</i>	<i>0</i>	<i>2 549 688 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>11 534 220 000</i>	<i>10 423 720 000</i>	<i>0</i>	<i>10 423 720 000</i>	<i>-1 110 500 000</i>
Gestion de la dette	827 104 000	827 104 000	0	827 104 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>500 104 000</i>	<i>500 104 000</i>	<i>0</i>	<i>500 104 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>300 000 000</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>27 000 000</i>	<i>27 000 000</i>	<i>0</i>	<i>27 000 000</i>	<i>0</i>
Gestion de la commande publique	597 395 880	597 395 880	0	597 395 880	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>197 395 880</i>	<i>197 395 880</i>	<i>0</i>	<i>197 395 880</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>400 000 000</i>	<i>400 000 000</i>	<i>0</i>	<i>400 000 000</i>	<i>0</i>

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	8 028 994 010	7 455 820 591	0	7 455 820 591	-573 173 418
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>6 927 732 168</i>	<i>5 880 999 412</i>	<i>0</i>	<i>5 880 999 412</i>	<i>-1 046 732 756</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 009 515 280</i>	<i>1 183 074 618</i>	<i>0</i>	<i>1 183 074 618</i>	<i>173 559 338</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>91 746 562</i>	<i>91 746 562</i>	<i>0</i>	<i>91 746 562</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>300 000 000</i>

14.2 Justifications

Les crédits de la mission "Gestion des finances publiques" augmentent globalement de 11.665.275.881 FCFA en lien principalement avec les dépenses de personnel (15.283.389.457 FCFA) et les dépenses des biens et services (2.170.000.000 FCFA), nonobstant une baisse des dépenses d'investissement (-1.143.017.300 FCFA) et des autres dépenses (-3.331.189.052 FCFA).

La variation de ces crédits se présente par programme comme suit :

- ***Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources***

Les crédits du programme augmentent de 20.230.058.762 FCFA en lien avec les dépenses de personnel (16.651.765.114 FCFA) et des biens et services (2.200.000.000 FCFA). Cette augmentation correspond à la régularisation des opérations d'exécution.

On note tout de même une légère diminution des dépenses d'investissement liée au reprofilage du projet "Développement du module de préparation et de programmation budgétaires (Repère structurel PEFA)" qui passe de 732.517.300 FCFA à 500.000.000 FCFA.

Le programme enregistre également une augmentation de 1.610.810.948 FCFA des autres dépenses dédiées à la prise en compte des divers contentieux de l'Etat.

- ***Comptabilité et trésorerie de l'Etat***

Les dotations de ce programme restent relativement stables, à l'exception des dépenses d'investissement qui baissent de 100.000.000 FCFA suite au reprofilage du projet "Refonte du réseau d'interconnexion et des applications du Trésor".

- ***Gestion du contentieux de l'Etat***

La baisse de 7.742.000.000 FCFA constatée sur les crédits de ce programme est liée à la contraction des dépenses du titre 6.

- ***Gestion fiscale***

Ce programme connaît une baisse de crédits de l'ordre de 1.110.500.000 FCFA liée principalement à la déprogrammation du projet "Mobitax" ainsi qu'au redimensionnement des crédits affectés aux projets ci-après :

- "Elargissement de l'assiette fiscale : fiscalité foncière" pour se situer à 200.000.000 FCFA ;
- "Entrepôt spécial d'hydrocarbures (CAISTAB)" pour se situer à 214.500.000 FCFA ;

- "Fiscalisation des revenus fonciers" pour se situer à 100.000.000 FCFA ;
- " Migration au système informatique SYDONIA WORLD" pour se situer à 1.000.000.000 FCFA.
- En dépit de la prise en compte de deux nouveaux projets :
- "Appui à la diversification de l'économie gabonaise (PADEG-BAD) : 300.000.000 FCFA ;
- "Elargissement de l'assiette fiscale" : 250.000.000 FCFA.

- *Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques*

Le programme enregistre une diminution d'un montant de 659.015.637 FCFA. Cette contraction est liée à l'effort collectif d'ajustement des recettes budgétaires.

Toutefois, l'accroissement de 87.717.119 FCFA constatée sur le titre 3 se justifie principalement par la prise en compte de la dotation du PAI-DRH (85.842.219 FCFA), initialement inscrite au programme "Pilotage et soutien de la mission fonction publique et modernisation de l'Etat", du fait de la mise en application de l'arrêté 0209/PM/MBCP portant réorganisation du Programme d'Appui Institutionnel et Développement des Ressources Humaines (PAI-DRH).

15. CONSTRUCTION, LOGEMENT ET EQUIPEMENT COLLECTIF

15.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Constructions, logements et équipements collectifs	156 752 047 389	84 125 081 201	10 616 780 282	94 741 861 483	-62 010 185 905
Titre 2. Dépenses de personnel	10 893 085 334	10 393 085 334	0	10 393 085 334	-500 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	630 000 000	830 000 000	0	830 000 000	200 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	5 313 486 789	3 872 365 024	0	3 872 365 024	-1 441 121 765
Titre 5. Dépenses d'investissement	139 915 475 266	69 029 630 844	10 616 780 282	79 646 411 126	-60 269 064 141
Urbanisation et amélioration du cadre de vie	19 551 627 482	4 316 333 364	0	4 316 333 364	-15 235 294 118
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 562 347 482</i>	<i>2 562 347 482</i>	<i>0</i>	<i>2 562 347 482</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>80 000 000</i>	<i>80 000 000</i>	<i>0</i>	<i>80 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 809 280 000</i>	<i>1 573 985 882</i>	<i>0</i>	<i>1 573 985 882</i>	<i>-235 294 118</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>15 100 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>-15 000 000 000</i>
Logement	1 526 886 908	1 526 886 908	0	1 526 886 908	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 305 218 908</i>	<i>1 305 218 908</i>	<i>0</i>	<i>1 305 218 908</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>146 668 000</i>	<i>146 668 000</i>	<i>0</i>	<i>146 668 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	0	376 580 000	0	376 580 000	376 580 000
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>0</i>	<i>176 580 000</i>	<i>0</i>	<i>176 580 000</i>	<i>176 580 000</i>
Equipement et Infrastructures	131 388 483 375	74 208 521 305	10 535 558 867	84 744 080 172	-46 644 403 203
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 103 759 320</i>	<i>3 103 759 320</i>	<i>0</i>	<i>3 103 759 320</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>3 269 248 789</i>	<i>1 975 131 142</i>	<i>0</i>	<i>1 975 131 142</i>	<i>-1 294 117 647</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>124 815 475 266</i>	<i>68 929 630 844</i>	<i>10 535 558 867</i>	<i>79 465 189 711</i>	<i>-45 350 285 556</i>
Pilotage et soutien aux politique des transports, de l'équipement, des infrastructures et des travaux publics	4 285 049 624	3 696 759 624	81 221 415	3 777 981 039	-507 068 585
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 921 759 624</i>	<i>3 421 759 624</i>	<i>0</i>	<i>3 421 759 624</i>	<i>-500 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>275 000 000</i>	<i>275 000 000</i>	<i>0</i>	<i>275 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>88 290 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-88 290 000</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>81 221 415</i>	<i>81 221 415</i>	<i>81 221 415</i>

15.2 Justifications

Le niveau des crédits de la mission "Constructions, logements et équipements collectifs" baisse globalement de 62.010.185.905 FCFA. Cette variation est due à une contraction de 500.000.000 FCFA des dépenses de personnel, 1.441.121.765 FCFA des dépenses de transfert et 60.269.064.141 FCFA des dépenses d'investissement.

Toutefois, cette diminution est contrastée par une légère hausse des dépenses des biens et services pour un montant de 200.000.000 FCFA.

Les variations sont détaillées par programme ainsi qu'il suit :

▪ ***Urbanisation et aménagement du cadre de vie :***

Globalement, le programme enregistre une baisse de 15.235.294.118 FCFA. Les dépenses de transfert diminuent de 235.294.118 FCFA consécutive à la régularisation des opérations d'exécution.

S'agissant des dépenses d'investissement, elles baissent de 15.000.000.000 FCFA suite à la déprogrammation de plusieurs projets d'investissement :

- Lotissement-SNI Estuaire/Atlantique et autres (Raccordement eau et électricité) ;
- Lotissement-SNI Mangoumba (Raccordement eau et électricités) ;
- Lotissement-SNI Mangoumba (voie d'accès) ;
- Lotissement-SNI OPUS ONE (Voie d'accès) ;
- Lotissement-SNI OPUS ONE (Aménagements complémentaires) ;
- Lotissement-SNI OPUS ONE (Raccordement eau et électricité) ;
- Lotissement-SNI Estuaire/Atlantique et autres (Aménagements complémentaires).

▪ ***Pilotage et soutien à la politique de l'Habitat***

Le projet de loi de finances rectificative 2021 accorde une enveloppe de 376.580.000 FCFA au programme nouvellement créé. Cette dotation comprend 200.000.000 FCFA des dépenses des biens et services et 176.580.000 FCFA des dépenses de transfert.

▪ ***Équipement et infrastructures***

Le programme enregistre une baisse de 46.644.403.203 FCFA. Cette diminution s'explique par la contraction des subventions suite à la suppression de certains établissements publics (1.294.117.647 FCFA) d'une part, et une baisse de 45.350.285.556 FCFA sur le niveau des investissements du programme d'autre part.

En ce qui concerne l'investissement, la baisse s'explique par la déprogrammation des projets suivants :

- Conception et réalisation des travaux d'amélioration des conditions de circulation dans les communes de Libreville, d'Akanda et d'Owendo ;
- Mission de contrôle des travaux de réhabilitation et d'aménagement des voiries municipales de Libreville (UKEF) ;
- Travaux de réhabilitation de l'Internat du Lycée Paul INDJENDJET GONDJOUT ;
- Travaux de réhabilitation des Pavillons de l'Université des Sciences de la Santé ;
- Travaux de réhabilitation des Pavillons de l'Université Omar BONGO ;
- Travaux de bitumage des voiries de l'intérieur de l'Université Omar BONGO (5Km) ;

- Travaux de réhabilitation des amphithéâtres, de l'auditorium et de la bibliothèque de l'Université Omar BONGO.

Toutefois, cette diminution est atténuée par la prise en compte des nouveaux projets d'investissement à savoir :

- Aménagement du nouveau débarcadère Mayonami (PID PIH) : 210.750.000 FCFA ;
 - Bac de Mayonami (PID PIH) : 300.000.000 FCFA ;
 - Maintenance de la route de Mayonami (PID PIH) : 300.000.000 FCFA ;
 - Programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon (PASIG) BAD : 500.000.000 FCFA ;
 - Travaux routiers sur l'axe Alanga-Aboumi (PID PIH) : 134.970.235 FCFA.
- *Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire*

Les crédits du programme baissent de 507.068.585 FCFA. Cette diminution comprend 500.000.000 FCFA des dépenses de personnel et 88.290.000 FCFA des dépenses de transfert. Toutefois, on observe une hausse dans les dépenses d'investissement de 81.221.415 FCFA qui s'explique par la prise en compte d'un nouveau projet d'investissement "Conseil sur la gouvernance et le business plan bac de Mayonami (PID PIH)".

16. INDUSTRIE ET MINES

16.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Industrie et mines	5 311 789 763	4 191 089 763	70 700 000	4 261 789 763	-1 050 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	3 154 875 928	3 154 875 928	0	3 154 875 928	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	525 672 000	454 972 000	70 700 000	525 672 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	281 241 835	281 241 835	0	281 241 835	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 350 000 000	300 000 000	0	300 000 000	-1 050 000 000
Gestion et contrôle des activités minières	2 633 116 304	1 582 416 304	700 000	1 583 116 304	-1 050 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>830 381 304</i>	<i>830 381 304</i>	<i>0</i>	<i>830 381 304</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>325 672 000</i>	<i>324 972 000</i>	<i>700 000</i>	<i>325 672 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>127 063 000</i>	<i>127 063 000</i>	<i>0</i>	<i>127 063 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 350 000 000</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>-1 050 000 000</i>
Régulation et stratégie industrielles	2 678 673 459	2 608 673 459	70 000 000	2 678 673 459	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 324 494 624</i>	<i>2 324 494 624</i>	<i>0</i>	<i>2 324 494 624</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>130 000 000</i>	<i>70 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>154 178 835</i>	<i>154 178 835</i>	<i>0</i>	<i>154 178 835</i>	<i>0</i>

16.2 Justifications

Les crédits de la mission "Industrie et mines" enregistrent une diminution de 1.050.000.000 FCFA consécutive au reprofilage des dépenses d'investissement.

- *Gestion et contrôle des activités minières*

Globalement, le programme enregistre une baisse de 1.050.000.000 FCFA.

Cette baisse s'explique par la déprogrammation des projets suivants :

- Elaboration d'une carte d'opportunités minières, couverture géophysique nationale pour la recherche des gisements profonds (Société Equatoriale des Mines) ;
- Promotion du secteur minier.

17. TRANSPORTS

17.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Transports	15 298 228 716	15 104 591 101	293 637 615	15 398 228 716	100 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	4 148 257 948	4 148 257 948	0	4 148 257 948	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 168 637 615	975 000 000	293 637 615	1 268 637 615	100 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	9 981 333 153	9 981 333 153	0	9 981 333 153	0
Transports terrestres	10 516 781 586	10 195 605 116	180 000 000	10 375 605 116	-141 176 470
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 219 601 040</i>	<i>1 219 601 040</i>	<i>0</i>	<i>1 219 601 040</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>330 000 000</i>	<i>150 000 000</i>	<i>180 000 000</i>	<i>330 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>8 967 180 546</i>	<i>8 826 004 076</i>	<i>0</i>	<i>8 826 004 076</i>	<i>-141 176 470</i>
Transport aérien et par voie d'eau	4 356 447 130	4 383 985 985	113 637 615	4 497 623 600	141 176 470
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 928 656 908</i>	<i>2 928 656 908</i>	<i>0</i>	<i>2 928 656 908</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>413 637 615</i>	<i>300 000 000</i>	<i>113 637 615</i>	<i>413 637 615</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 014 152 607</i>	<i>1 155 329 077</i>	<i>0</i>	<i>1 155 329 077</i>	<i>141 176 470</i>
Pilotage et soutien à la politique des transports	425 000 000	525 000 000	0	525 000 000	100 000 000
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>425 000 000</i>	<i>525 000 000</i>	<i>0</i>	<i>525 000 000</i>	<i>100 000 000</i>

17.2 Justifications

Les crédits de la mission "Transports" augmentent globalement de 100.000.000 FCFA en biens et services. Cette variation est imputable au programme Pilotage et Soutien à la politique de transports créée par le projet de loi de finances rectificative 2021.

Toutefois, des modifications budgétaires ont été effectuées sur le titre 4 entre les programmes transports terrestres et Transports aérien et par voie d'eau à hauteur de 141.176.470 FCFA.

18. JEUNESSE, SPORT ET LOISIRS

18.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Jeunesse, sports et loisirs	7 720 225 273	5 454 578 214	0	5 454 578 214	-2 265 647 059
Titre 2. Dépenses de personnel	2 833 241 884	2 833 241 884	0	2 833 241 884	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	941 122 195	991 122 195	0	991 122 195	50 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	1 645 861 194	1 528 214 135	0	1 528 214 135	-117 647 059
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 300 000 000	102 000 000	0	102 000 000	-2 198 000 000
Sports et loisirs	5 142 389 355	2 826 742 296	0	2 826 742 296	-2 315 647 059
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>884 869 766</i>	<i>884 869 766</i>	<i>0</i>	<i>884 869 766</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>766 122 195</i>	<i>766 122 195</i>	<i>0</i>	<i>766 122 195</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 191 397 394</i>	<i>1 073 750 335</i>	<i>0</i>	<i>1 073 750 335</i>	<i>-117 647 059</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 300 000 000</i>	<i>102 000 000</i>	<i>0</i>	<i>102 000 000</i>	<i>-2 198 000 000</i>
Vie associative	608 590 988	608 590 988	0	608 590 988	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>558 590 988</i>	<i>558 590 988</i>	<i>0</i>	<i>558 590 988</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
Jeunesse	262 808 000	312 808 000	0	312 808 000	50 000 000
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>50 000 000</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>100 000 000</i>	<i>50 000 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>212 808 000</i>	<i>212 808 000</i>	<i>0</i>	<i>212 808 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien aux politiques de sports et de la culture	1 706 436 930	1 706 436 930	0	1 706 436 930	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 389 781 130</i>	<i>1 389 781 130</i>	<i>0</i>	<i>1 389 781 130</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>241 655 800</i>	<i>241 655 800</i>	<i>0</i>	<i>241 655 800</i>	<i>0</i>

18.2 Justifications

Les crédits de la mission "Jeunesse, sports et loisirs" baissent globalement de 2.315.647.059 FCFA. Ces variations sont imputées au programme "Sports et loisirs". La diminution sur le titre 4 (-117.647.059 FCFA) est consécutive aux ajustements liés aux opérations de régularisation. La contraction du titre 5 (-2.198.000.000 FCFA) s'explique par la déprogrammation du projet "Conception et construction du palais des sports de Libreville" d'une part et par le reprofilage du projet "Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Jeunesse" d'autre part.

19. JUSTICE

19.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Justice	34 809 692 395	33 331 332 395	533 223 000	33 864 555 395	-945 137 000
Titre 2. Dépenses de personnel	24 240 485 508	23 740 485 508	0	23 740 485 508	-500 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	4 800 200 000	4 800 200 000	533 223 000	5 333 423 000	533 223 000
Titre 4. Dépenses de transfert	310 000 000	385 000 000	0	385 000 000	75 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 459 006 887	4 405 646 887	0	4 405 646 887	-1 053 360 000
Justice judiciaire et administrative	9 466 262 797	8 412 902 797	533 223 000	8 946 125 797	-520 137 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>6 591 835 016</i>	<i>6 591 835 016</i>	<i>0</i>	<i>6 591 835 016</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>800 000 000</i>	<i>800 000 000</i>	<i>533 223 000</i>	<i>1 333 223 000</i>	<i>533 223 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>310 000 000</i>	<i>310 000 000</i>	<i>0</i>	<i>310 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 764 427 781</i>	<i>711 067 781</i>	<i>0</i>	<i>711 067 781</i>	<i>-1 053 360 000</i>
Sécurité pénitentiaire	8 715 195 698	8 715 195 698	0	8 715 195 698	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 664 516 592</i>	<i>1 664 516 592</i>	<i>0</i>	<i>1 664 516 592</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>3 600 000 000</i>	<i>3 600 000 000</i>	<i>0</i>	<i>3 600 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>3 450 679 106</i>	<i>3 450 679 106</i>	<i>0</i>	<i>3 450 679 106</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	16 215 542 940	15 790 542 940	0	15 790 542 940	-425 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>15 671 442 940</i>	<i>15 171 442 940</i>	<i>0</i>	<i>15 171 442 940</i>	<i>-500 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>300 200 000</i>	<i>300 200 000</i>	<i>0</i>	<i>300 200 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>243 900 000</i>	<i>243 900 000</i>	<i>0</i>	<i>243 900 000</i>	<i>0</i>
Culture des droits de l'homme	326 690 960	326 690 960	0	326 690 960	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>276 690 960</i>	<i>276 690 960</i>	<i>0</i>	<i>276 690 960</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
Egalité des Chances	86 000 000	86 000 000	0	86 000 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>36 000 000</i>	<i>36 000 000</i>	<i>0</i>	<i>36 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>

19.2 Justifications

Les crédits de la mission "Justice" baissent globalement de 945.360.000 FCFA. Cette réduction est imputable à la diminution des dépenses de personnel de 500.000.000 FCFA et celles d'investissement de 1.053.360.000 FCFA.

Toutefois, cette variation est contrastée par l'augmentation des dépenses de biens et services à hauteur de 533.000.000 FCFA et des dépenses de transfert de 75.000.000 FCFA.

Le détail des variations se présente par programme ainsi qu'il suit :

▪ *Justice judiciaire et administrative*

L'augmentation de dépenses de biens et services s'explique par la prise en compte du montant de l'Attribution de produit relative aux procédures judiciaires pour un montant de 533.000.000 FCFA.

Pour ce qui est du titre 5, la baisse de 1.053.360.000 FCFA est relative aux ajustements au niveau global des dépenses d'investissement. Il s'agit des projets :

- Achèvement travaux tribunal de première instance de Libreville qui passe de 1.000.000.000 FCFA à 340.000.000 FCFA ;
- Achèvement des travaux du tribunal de Ntoum qui passe de 300.000.000 FCFA à 102.000.000 FCFA ;
- Construction de l'annexe de l'ENM (bibliothèque, cafétéria) qui passe de 296.000.000 FCFA à 100.640.000 FCFA.

▪ *Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains*

La réduction au niveau du programme de 425.000.000 FCFA est consécutive à une baisse des dépenses de personnels de 500.000 000 FCFA et une augmentation des dépenses de transfert de 75.000.000 FCFA.

La diminution des dépenses de personnel se justifie par la régulation des opérations d'exécution. La hausse des dépenses de transfert quant à elle, s'explique par la prise en compte du programme Gabon Egalité.

21. POUVOIRS PUBLICS

21.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Pouvoirs publics	85 099 049 624	85 129 804 243	5 700 000 000	90 829 804 243	5 730 754 619
Titre 2. Dépenses de personnel	29 845 826 327	29 845 826 327	0	29 845 826 327	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	31 592 981 177	36 960 406 968	0	36 960 406 968	5 367 425 790
Titre 4. Dépenses de transfert	6 310 242 120	7 173 570 948	0	7 173 570 948	863 328 828
Titre 5. Dépenses d'investissement	17 350 000 000	11 150 000 000	5 700 000 000	16 850 000 000	-500 000 000
Présidence de la République	17 039 991 769	19 897 728 295	0	19 897 728 295	2 857 736 525
Titre 2. Dépenses de personnel	6 486 769 672	6 486 769 672	0	6 486 769 672	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 035 473 077	8 236 209 603	0	8 236 209 603	3 200 736 525
Titre 4. Dépenses de transfert	267 749 020	924 749 020	0	924 749 020	657 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 250 000 000	4 250 000 000	0	4 250 000 000	-1 000 000 000
Assemblée Nationale	33 020 444 909	28 532 944 909	5 700 000 000	34 232 944 909	1 212 500 000
Titre 2. Dépenses de personnel	7 593 361 427	7 593 361 427	0	7 593 361 427	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	12 981 653 700	14 194 153 700	0	14 194 153 700	1 212 500 000
Titre 4. Dépenses de transfert	3 945 429 782	3 945 429 782	0	3 945 429 782	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	8 500 000 000	2 800 000 000	5 700 000 000	8 500 000 000	0
Sénat	15 751 061 237	16 957 390 065	0	16 957 390 065	1 206 328 828
Titre 2. Dépenses de personnel	6 214 561 237	6 214 561 237	0	6 214 561 237	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	6 760 000 000	7 260 000 000	0	7 260 000 000	500 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	1 776 500 000	1 982 828 828	0	1 982 828 828	206 328 828
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 500 000 000	0	1 500 000 000	500 000 000
Cour Constitutionnelle	8 972 699 165	8 972 699 165	0	8 972 699 165	0
Titre 2. Dépenses de personnel	2 456 934 547	2 456 934 547	0	2 456 934 547	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 285 972 500	5 285 972 500	0	5 285 972 500	0
Titre 4. Dépenses de transfert	229 792 118	229 792 118	0	229 792 118	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
Cour de Cassation	4 013 048 612	4 092 237 877	0	4 092 237 877	79 189 265
Titre 2. Dépenses de personnel	3 669 145 512	3 669 145 512	0	3 669 145 512	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	166 631 900	245 821 165	0	245 821 165	79 189 265
Titre 4. Dépenses de transfert	77 271 200	77 271 200	0	77 271 200	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	0
Cour des Comptes	4 415 967 008	4 415 967 008	0	4 415 967 008	0
Titre 2. Dépenses de personnel	2 552 467 008	2 552 467 008	0	2 552 467 008	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	851 000 000	851 000 000	0	851 000 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	12 500 000	12 500 000	0	12 500 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 000 000 000	0	1 000 000 000	0
Conseil d'Etat	1 885 836 924	2 260 836 924	0	2 260 836 924	375 000 000
Titre 2. Dépenses de personnel	872 586 924	872 586 924	0	872 586 924	0

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	512 250 000	887 250 000	0	887 250 000	375 000 000
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 000 000	1 000 000	0	1 000 000	0
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	0

21.1 Justifications

Les crédits de la mission "Pouvoirs publics" augmentent de 5.730.754.619 FCFA en dépit de la baisse de crédits des dépenses d'investissement (-500.000.000 FCFA).

Le détail des variations se présente par dotation ainsi qu'il suit :

- *Présidence de la République*

Les crédits du programme augmentent de 2.857.736.525 FCFA. Cette hausse est consécutive à la prise en compte de la régularisation des opérations d'exécution.

Par ailleurs, les crédits d'investissement ont diminué de 1.000.000.000 FCFA. Cette baisse s'explique par le reprofilage du projet « rénovation du bâtiment de la vice-présidence » passant de 1.500.000.000 FCFA à 500.000.000 FCFA.

- *Assemblée Nationale*

Les crédits du programme connaissent une augmentation de 1.212.500.000 FCFA essentiellement dû à la régularisation des opérations d'exécution des dépenses additionnelles de biens et services.

- *Sénat*

La dotation budgétaire du Sénat évolue à la hausse de 1.206.328.828 FCFA. L'augmentation de cette dotation est consécutive à la régularisation des opérations d'exécution et la prise en compte du projet d'équipement du Sénat (500.000.000 FCFA).

- *Cour de Cassation*

Cette dotation connaît une hausse de 79.189.265 FCFA due exclusivement à la régularisation des opérations d'exécution.

- *Conseil d'Etat*

Cette dotation connaît une hausse de 375.000.000 FCFA due principalement à la régularisation des opérations d'exécution.

22. PREVOYANCE SOCIALE

22.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Prévoyance sociale	52 666 419 749	48 904 855 499	279 000 000	49 183 855 499	-3 482 564 250
Titre 2. Dépenses de personnel	11 651 707 380	11 651 707 380	0	11 651 707 380	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	725 000 000	913 435 750	0	913 435 750	188 435 750
Titre 4. Dépenses de transfert	37 839 712 369	34 839 712 369	0	34 839 712 369	-3 000 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 450 000 000	1 500 000 000	279 000 000	1 779 000 000	-671 000 000
Protection et promotion de la famille	9 323 422 245	8 473 422 245	0	8 473 422 245	-850 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>6 473 422 245</i>	<i>6 473 422 245</i>	<i>0</i>	<i>6 473 422 245</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>300 000 000</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 350 000 000</i>	<i>1 500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 500 000 000</i>	<i>-850 000 000</i>
Solidarité nationale	7 154 274 115	6 742 709 865	279 000 000	7 021 709 865	-132 564 250
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>4 784 994 115</i>	<i>4 784 994 115</i>	<i>0</i>	<i>4 784 994 115</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>250 000 000</i>	<i>438 435 750</i>	<i>0</i>	<i>438 435 750</i>	<i>188 435 750</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>2 119 280 000</i>	<i>1 519 280 000</i>	<i>0</i>	<i>1 519 280 000</i>	<i>-600 000 000</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>279 000 000</i>	<i>279 000 000</i>	<i>279 000 000</i>
Protection sociale	35 860 726 589	32 760 726 589	0	32 760 726 589	-3 100 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>265 294 220</i>	<i>265 294 220</i>	<i>0</i>	<i>265 294 220</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>35 420 432 369</i>	<i>32 420 432 369</i>	<i>0</i>	<i>32 420 432 369</i>	<i>-3 000 000 000</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-100 000 000</i>
Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	327 996 800	927 996 800	0	927 996 800	600 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>127 996 800</i>	<i>127 996 800</i>	<i>0</i>	<i>127 996 800</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>0</i>	<i>600 000 000</i>	<i>0</i>	<i>600 000 000</i>	<i>600 000 000</i>

22.2 Justifications

Les crédits de la mission "Prévoyance sociale" baissent globalement de 3.482.564.250 FCFA. Cette diminution concerne principalement les crédits de transfert.

Les variations dans les différents programmes se déclinent ainsi qu'il suit :

- ***Protection et promotion de la famille***

La diminution de 850.000.000 FCFA sur les dépenses d'investissement porte sur le reprofilage des projets de Construction du Centre d'accueil des femmes victimes de violences (-350.000.000 FCFA) et de Réhabilitation des centres sociaux (-500.000.000 FCFA).

▪ ***Solidarité Nationale***

Ce programme voit ses crédits baisser de 132.564.250 FCFA. Cette diminution est consécutive au redéploiement de 600.000.000 FCFA (Titre 4) au bénéfice du programme Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale pour la prise en charge des dépenses du programme « Gabon-égalité » d'une part, et à la hausse des dépenses de biens et services pour un montant de 188.435.750 FCFA.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, la hausse d'un montant de 279.000.000 FCFA fait suite à la programmation des projets en PID/PIH suivants :

- Formation déficients auditifs et autistes (PID PIH) : 111.600.000 FCFA ;
- ONG SSS+ (PID PIH): 111.600.000 FCFA;
- Plateforme sociale (PID PIH) : 55.800.000 FCFA.

▪ ***Protection sociale***

La baisse de 3.100.000.000 FCFA constatée sur les dépenses de biens et services est consécutive à la régularisation des opérations de l'exécution.

▪ ***Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale***

Ce programme bénéficie d'une dotation supplémentaire en transfert de 600.000.000 FCFA pour la prise en charge du programme « Gabon-égalité »

23. PROVISIONS

23.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Provisions	7 840 940 015	4 178 377 761	0	4 178 377 761	-3 662 562 254
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 146 090 040	544 840 040	0	544 840 040	-601 250 000
Titre 4. Dépenses de transfert	2 823 185 533	1 163 088 455	0	1 163 088 455	-1 660 097 078
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 871 664 442	2 470 449 265	0	2 470 449 265	-1 401 215 176
Dotations pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7 840 940 015	4 178 377 761	0	4 178 377 761	-3 662 562 254
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 146 090 040</i>	<i>544 840 040</i>	<i>0</i>	<i>544 840 040</i>	<i>-601 250 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>2 823 185 533</i>	<i>1 163 088 455</i>	<i>0</i>	<i>1 163 088 455</i>	<i>-1 660 097 078</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>3 871 664 442</i>	<i>2 470 449 265</i>	<i>0</i>	<i>2 470 449 265</i>	<i>-1 401 215 176</i>

23.2 Justifications

Compte tenu du contexte de la conjoncture économique actuelle, les crédits inscrits dans la mission "Provisions" subissent une baisse de 3.662.562.254 FCFA passant de 7.840.940.015 FCFA à 4.178.377.761 FCFA.

Cette tendance baissière des crédits de la mission provision s'explique par le redimensionnement des dépenses courantes (Titre 3 : -601.250.000 FCFA et Titre 4 : - 1.660.097.078 FCFA) et d'investissement (-1.401.215.176 FCFA). La diminution des dépenses d'investissement s'explique par le reprofilage des projets ci-après :

- Provision pour engagements communautaires passant de 1.025.861.894 à 500.000.000 FCFA ;
- Provision pour contrepartie des projets cofinancés (PIMA)-RG. passant de 1.210.802.548 FCFA à 500.000.000 FCFA ;
- Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles qui passe de 1.635.000.000 FCFA à 1.470.449.266 FCFA.

24. GESTION ET CONTROLES DES RESSOURCES HYDRAULIQUES, ENERGETIQUES ET PETROLIERES

24.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	49 834 298 265	37 204 759 288	3 612 840 000	40 817 599 288	-9 016 698 977
Titre 2. Dépenses de personnel	4 704 490 688	4 704 490 688	0	4 704 490 688	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	994 375 000	994 375 000	0	994 375 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	1 386 326 532	2 090 849 555	0	2 090 849 555	704 523 023
Titre 5. Dépenses d'investissement	42 749 106 045	29 415 044 045	3 612 840 000	33 027 884 045	-9 721 222 000
Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	2 978 939 191	1 378 939 191	3 612 840 000	4 991 779 191	2 012 840 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>272 030 100</i>	<i>272 030 100</i>	<i>0</i>	<i>272 030 100</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>31 909 091</i>	<i>31 909 091</i>	<i>0</i>	<i>31 909 091</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 600 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>3 612 840 000</i>	<i>4 612 840 000</i>	<i>2 012 840 000</i>
Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	41 061 398 845	29 327 336 845	0	29 327 336 845	-11 734 062 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>444 892 800</i>	<i>444 892 800</i>	<i>0</i>	<i>444 892 800</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>300 000 000</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>300 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>167 400 000</i>	<i>167 400 000</i>	<i>0</i>	<i>167 400 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>40 149 106 045</i>	<i>28 415 044 045</i>	<i>0</i>	<i>28 415 044 045</i>	<i>-11 734 062 000</i>
Gestion de la radioactivité	178 525 000	178 525 000	0	178 525 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>40 494 000</i>	<i>40 494 000</i>	<i>0</i>	<i>40 494 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>63 031 000</i>	<i>63 031 000</i>	<i>0</i>	<i>63 031 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	797 199 000	797 199 000	0	797 199 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>672 199 000</i>	<i>672 199 000</i>	<i>0</i>	<i>672 199 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>125 000 000</i>	<i>125 000 000</i>	<i>0</i>	<i>125 000 000</i>	<i>0</i>
Gestion et contrôle des activités pétrolières	2 015 704 421	2 720 227 444	0	2 720 227 444	704 523 023
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>672 342 980</i>	<i>672 342 980</i>	<i>0</i>	<i>672 342 980</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>219 375 000</i>	<i>219 375 000</i>	<i>0</i>	<i>219 375 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 123 986 441</i>	<i>1 828 509 464</i>	<i>0</i>	<i>1 828 509 464</i>	<i>704 523 023</i>
Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	2 802 531 808	2 802 531 808	0	2 802 531 808	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 602 531 808</i>	<i>2 602 531 808</i>	<i>0</i>	<i>2 602 531 808</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>

24.2 Justifications

Les crédits de la mission "Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières" baissent globalement de 9.016.698.977 FCFA. Cette diminution est liée au reprofilage des projets d'investissement. Toutefois, le niveau des dépenses de transfert augmente de 704.523.023 FCFA.

Le détail des variations se présente par programme ainsi qu'il suit :

- *Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques*

Le programme enregistre une hausse des crédits des dépenses d'investissement qui correspond à la prise en compte du nouveau projet « Eclairage public (PID PIH)» pour un montant de 3.612.840.000 FCFA ainsi que le reprofilage du projet « Programme lampadaires solaires » qui passe de 2.100.000.000 FCFA à 1.000.000.000 FCFA.

- *Gestion des ressources hydrauliques et assainissement*

Ce programme voit ses crédits baisser de 11.734.062.000 FCFA en investissement. Cette baisse résulte du reprofilage des tirages sur les projets financés par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et sur ressources propres. Le reprofilage de ces tirages a pour conséquence la déprogrammation, la révision et l'inscription des projets. Il s'agit notamment de :

Projets déprogrammés :

- Appui à la réforme des secteurs eau-électricité ;
- Travaux d'adduction d'hydraulique villageoise 6 provinces : « Haut- Ogooué ; Ogooué Lolo ; Ogooué Ivindo ; Ngounié, Nyanga ; Woleu Ntem » ;
- Travaux d'adduction d'hydraulique villageoise : Province de l'Ogooué Ivindo, localités Batoula, Koumameyong, Bakwaka.

Projet dont les niveaux d'inscription ont baissé :

Accès aux Services de Base en Milieu Rural et Renforcement des Capacités.

Nouveau projet :

Revue stratégique et patrimoniale du Secteur Eau et Energie.

- *Gestion et contrôle des activités pétrolières*

Le programme enregistre une hausse des crédits des dépenses de transfert de 704.523.023 FCFA. Cette augmentation s'explique par la régularisation des opérations d'exécution.

25. SANTE

25.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Santé	129 983 748 720	185 976 279 761	5 094 630 235	191 070 909 996	61 087 161 276
Titre 2. Dépenses de personnel	74 960 229 293	69 308 464 179	0	69 308 464 179	-5 651 765 114
Titre 3. Dépenses de biens et services	19 653 894 519	79 158 190 674	206 336 711	79 364 527 384	59 710 632 865
Titre 4. Dépenses de transfert	13 829 624 908	18 229 624 909	4 400 000 000	22 629 624 909	8 800 000 001
Titre 5. Dépenses d'investissement	21 540 000 000	19 280 000 000	488 293 524	19 768 293 524	-1 771 706 476
Prévention et sécurité sanitaire	24 655 431 644	86 907 962 684	4 606 336 711	91 514 299 395	66 858 867 751
Titre 2. Dépenses de personnel	18 355 764 405	16 703 999 291	0	16 703 999 291	-1 651 765 114
Titre 3. Dépenses de biens et services	5 088 431 624	64 592 727 778	206 336 711	64 799 064 489	59 710 632 865
Titre 4. Dépenses de transfert	1 211 235 615	5 611 235 615	4 400 000 000	10 011 235 615	8 800 000 000
Offre et accès aux soins	96 855 877 248	90 595 877 249	488 293 524	91 084 170 773	-5 771 706 475
Titre 2. Dépenses de personnel	51 816 385 060	47 816 385 060	0	47 816 385 060	-4 000 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	10 890 462 895	10 890 462 895	0	10 890 462 895	0
Titre 4. Dépenses de transfert	12 609 029 293	12 609 029 294	0	12 609 029 294	1
Titre 5. Dépenses d'investissement	21 540 000 000	19 280 000 000	488 293 524	19 768 293 524	-1 771 706 476
Lutte contre le SIDA	3 881 227 440	3 881 227 440	0	3 881 227 440	0
Titre 2. Dépenses de personnel	346 867 440	346 867 440	0	346 867 440	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 525 000 000	3 525 000 000	0	3 525 000 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	9 360 000	9 360 000	0	9 360 000	0
Pilotage et soutien à la politique sanitaire	4 591 212 388	4 591 212 388	0	4 591 212 388	0
Titre 2. Dépenses de personnel	4 441 212 388	4 441 212 388	0	4 441 212 388	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0

25.2 Justifications

Les crédits de la mission "Santé" augmentent globalement de 61.087.161.276 FCFA en lien avec les dépenses de biens et services et de transfert. Cette hausse rentre dans le cadre du renforcement du système de santé afin d'apporter une réponse efficace à la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le détail des variations se présente par programme ainsi qu'il suit :

- **Prévention et sécurité sanitaire**

L'augmentation constatée sur les dépenses de biens et services (59.710.632.865 FCFA) et de transfert (8.800.000.000 FCFA) vise à prendre en compte non seulement le programme « Gabon Egalité » (1.250.000.000 FCFA) mais également les actions suivantes :

- la réorganisation du système de santé pour faire face à la pandémie et assurer la continuité des prestations pour les pathologies courantes ;

- l'optimisation des capacités opérationnelles du laboratoire « Laboratoire Pr GAHOUMA »;
- la création des centres de vaccination sur l'ensemble du territoire afin d'assurer une vaccination de masse ;
- la mise à disposition des équipements de protection pour les personnels de santé ;
- l'approvisionnement des structures sanitaires en stocks de médicaments et vaccins.

Toutefois, les dépenses de personnel diminuent de 1.651.765.114 FCFA. Cette baisse se justifie par la régulation des opérations d'exécution.

▪ *Offre et accès aux soins*

La baisse de 5.771.706.476 FCFA est imputée aux dépenses de personnel (-4.000.000.000 FCFA) et aux dépenses d'investissement (-1.771.706.476 FCFA).

La diminution du titre 2 s'explique par les opérations de régularisation de l'exécution et celle du titre 5 par le redimensionnement et l'inscription des projets suivants :

Projets redimensionnés

- Equipement en scanners des six centres hospitaliers régionaux (CHR) ;
- Réhabilitation équipement et renforcement du CHR Amissa ;
- Equipements hôpital de Moanda ;
- Renforcement des structures sanitaires (PNDS II-AFD).

Nouveaux projets

- Achèvement de la réhabilitation HPO+equip ;
- Réhabilitation Centre médical Léconi ;
- Réhabilitation Centre médical Onga ;
- Acquisition des équipements de lutte contre la Covid-19 ;
- Imagerie médicale de Ntchengue.

26. SECURITE

26.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Sécurité	57 123 104 861	57 123 104 861	0	57 123 104 861	0
Titre 2. Dépenses de personnel	53 073 104 861	53 073 104 861	0	53 073 104 861	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 700 000 000	1 700 000 000	0	1 700 000 000	0
Gendarmerie nationale	7 400 919 184	7 400 919 184	0	7 400 919 184	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>6 400 919 184</i>	<i>6 400 919 184</i>	<i>0</i>	<i>6 400 919 184</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>
Police nationale	49 722 185 677	49 722 185 677	0	49 722 185 677	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>46 672 185 677</i>	<i>46 672 185 677</i>	<i>0</i>	<i>46 672 185 677</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 300 000 000</i>	<i>1 300 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 300 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 700 000 000</i>	<i>1 700 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 700 000 000</i>	<i>0</i>

26.2 Justifications

Aucune variation n'a été constatée sur le niveau des crédits de la mission sécurité.

27. STRATEGIE ECONOMIQUE

27.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Stratégie économique	30 768 005 884	23 077 594 170	1 783 790 757	24 861 384 927	-5 906 620 958
Titre 2. Dépenses de personnel	11 235 613 174	10 320 443 217	0	10 320 443 217	-915 169 957
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 638 818 769	2 551 428 011	1 337 390 757	3 888 818 768	250 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	6 605 722 941	6 105 722 941	0	6 105 722 941	-500 000 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	9 287 851 000	4 100 000 000	446 400 000	4 546 400 000	-4 741 451 000
Elaboration et pilotage de la politique économique	16 621 220 540	10 869 369 540	0	10 869 369 540	-5 751 851 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 890 963 128</i>	<i>3 326 963 128</i>	<i>0</i>	<i>3 326 963 128</i>	<i>-564 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 115 665 843</i>	<i>1 115 665 843</i>	<i>0</i>	<i>1 115 665 843</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>2 326 740 569</i>	<i>2 326 740 569</i>	<i>0</i>	<i>2 326 740 569</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>9 287 851 000</i>	<i>4 100 000 000</i>	<i>0</i>	<i>4 100 000 000</i>	<i>-5 187 851 000</i>
Concurrence et protection consommateur	4 478 555 705	3 796 775 705	681 780 000	4 478 555 705	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 818 660 723</i>	<i>2 818 660 723</i>	<i>0</i>	<i>2 818 660 723</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 103 531 982</i>	<i>421 751 982</i>	<i>681 780 000</i>	<i>1 103 531 982</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>556 363 000</i>	<i>556 363 000</i>	<i>0</i>	<i>556 363 000</i>	<i>0</i>
Appui à la stratégie d'investissement	2 445 156 565	2 810 548 180	1 102 010 757	3 912 558 937	1 467 402 372
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>0</i>	<i>1 021 002 372</i>	<i>0</i>	<i>1 021 002 372</i>	<i>1 021 002 372</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>655 610 757</i>	<i>0</i>	<i>655 610 757</i>	<i>655 610 757</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 789 545 808</i>	<i>1 789 545 808</i>	<i>0</i>	<i>1 789 545 808</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>446 400 000</i>	<i>446 400 000</i>	<i>446 400 000</i>
Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	436 421 280	436 421 280	0	436 421 280	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>295 421 280</i>	<i>295 421 280</i>	<i>0</i>	<i>295 421 280</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>141 000 000</i>	<i>141 000 000</i>	<i>0</i>	<i>141 000 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	6 786 651 794	5 164 479 465	0	5 164 479 465	-1 622 172 330
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>4 230 568 043</i>	<i>2 858 395 714</i>	<i>0</i>	<i>2 858 395 714</i>	<i>-1 372 172 329</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>623 010 187</i>	<i>873 010 187</i>	<i>0</i>	<i>873 010 187</i>	<i>250 000 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 933 073 564</i>	<i>1 433 073 564</i>	<i>0</i>	<i>1 433 073 564</i>	<i>-500 000 000</i>

27.2 Justifications

Le niveau de crédits de la mission "Stratégie économique" diminue globalement de 5.906.620.958 FCFA. Cette variation est due à la baisse des dépenses de personnel (-915.169.957FCFA), de transfert (-500.000.000 FCFA) et d'investissement (-4.741.451.000 FCFA) nonobstant une augmentation des dépenses de biens et services (250.000.000 FCFA).

Les variations dans les différents programmes se déclinent ainsi qu'il suit :

- ***Elaboration et pilotage de la politique économique***

Globalement, les crédits du programme diminuent de 5.751.851.000 FCFA imputable aux dépenses de personnel (-564.000.000 FCFA) et d'investissement (-5.187.851.000 FCFA).

Cette baisse s'explique par la régularisation des opérations d'exécution pour le titre 2 et du reprofilage du projet « Développement de la statistique (BIRD)-FINEX » pour le titre 5.

- ***Appui à la stratégie d'investissement***

Le programme enregistre une hausse globale de 1.467.402.372 FCFA résultant de l'augmentation des dépenses de personnel pour 1.021.002.372 FCFA et des dépenses d'investissement pour 446.400.000 FCFA.

La variation du titre 2 est consécutive à la régularisation des opérations d'exécution et celle du titre 5 résulte de l'inscription du projet « Etude pour la diversification économique de Port-Gentil (PID PIH) ».

- ***Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique***

Les crédits du programme baissent globalement de 1.622.172.330 FCFA consécutivement à la contraction des dépenses de personnel (-1.372.172.330 FCFA) et des dépenses de transfert (- 500.000.000 FCFA) et à la hausse des dépenses de biens et services (250.000.000 FCFA).

La diminution des dépenses de personnel et de transfert s'explique par la régularisation des opérations d'exécution. S'agissant des dépenses de biens et services, l'augmentation se justifie par la prise en compte des coûts de fonctionnement liés au processus d'adhésion du Gabon à l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE).

28. FONCTION PUBLIQUE ET MODERNISATION DE L'ETAT

28.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 130 509 651	10 874 667 432	0	10 874 667 432	-255 842 219
Titre 2. Dépenses de personnel	9 929 543 152	9 729 543 152	0	9 729 543 152	-200 000 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	916 260 499	830 418 280	0	830 418 280	-85 842 219
Titre 4. Dépenses de transfert	284 706 000	314 706 000	0	314 706 000	30 000 000
Fonction publique	3 761 839 911	3 591 839 911	0	3 591 839 911	-170 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 126 343 412</i>	<i>2 926 343 412</i>	<i>0</i>	<i>2 926 343 412</i>	<i>-200 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>350 790 499</i>	<i>350 790 499</i>	<i>0</i>	<i>350 790 499</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>284 706 000</i>	<i>314 706 000</i>	<i>0</i>	<i>314 706 000</i>	<i>30 000 000</i>
Modernisation de l'Etat	705 796 468	705 796 468	0	705 796 468	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>635 796 468</i>	<i>635 796 468</i>	<i>0</i>	<i>635 796 468</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>70 000 000</i>	<i>70 000 000</i>	<i>0</i>	<i>70 000 000</i>	<i>0</i>
Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	6 662 873 272	6 577 031 053	0	6 577 031 053	-85 842 219
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>6 167 403 272</i>	<i>6 167 403 272</i>	<i>0</i>	<i>6 167 403 272</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>495 470 000</i>	<i>409 627 781</i>	<i>0</i>	<i>409 627 781</i>	<i>-85 842 219</i>

28.2 Justifications

Globalement, le niveau des crédits de la mission "Fonction publique et modernisation de l'Etat" baisse de 255.842.219 FCFA en lien avec la diminution des dépenses de personnel (-200.000.000 FCFA) et les dépenses de biens et services (-85.842.219 FCFA) nonobstant la hausse des dépenses de transfert (30.000.000 FCFA).

Le détail des variations se présente par programme ainsi qu'il suit :

- *Fonction publique*

Le programme enregistre une baisse de 170.000.000 FCFA liée à la diminution des dépenses de personnel (-200.000.000 FCFA) et à l'augmentation des dépenses de transferts (30.000.000 FCFA).

La contraction des dépenses du titre 2 est tributaire des opérations de régularisation de l'exécution tandis que la hausse des dépenses du titre 4 résulte de la prise en compte du niveau réel des besoins de l'école de préparation aux carrières administratives (EPCA).

- *Pilotage et Soutien à la politique de fonction publique*

29. Les crédits du programme baissent de 85.842.219 FCFA en lien avec le transfert des crédits du PAI-DRH à la mission Gestion des dépenses publiques conformément à l'arrêté

0209/PM/MBCP portant réorganisation du Programme d'Appui Institutionnel et Développement des Ressources Humaines (PAI-DRH).

29. TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

29.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Travail, emploi et formation professionnelle	62 163 327 665	50 356 690 065	1 748 737 600	52 105 427 665	-10 057 900 000
Titre 2. Dépenses de personnel	5 361 623 165	5 361 623 165	0	5 361 623 165	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 417 511 600	1 798 874 000	818 637 600	2 617 511 600	1 200 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	3 840 431 000	3 840 431 000	0	3 840 431 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	51 543 761 900	39 355 761 900	930 100 000	40 285 861 900	-11 257 900 000
Promotion de l'emploi et du travail décent	4 715 844 995	3 897 207 395	818 637 600	4 715 844 995	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>3 074 003 395</i>	<i>3 074 003 395</i>	<i>0</i>	<i>3 074 003 395</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 042 511 600</i>	<i>223 874 000</i>	<i>818 637 600</i>	<i>1 042 511 600</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>599 330 000</i>	<i>599 330 000</i>	<i>0</i>	<i>599 330 000</i>	<i>0</i>
Formation professionnelle	57 447 482 670	46 459 482 670	930 100 000	47 389 582 670	-10 057 900 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>2 287 619 770</i>	<i>2 287 619 770</i>	<i>0</i>	<i>2 287 619 770</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>375 000 000</i>	<i>1 575 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 575 000 000</i>	<i>1 200 000 000</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>3 241 101 000</i>	<i>3 241 101 000</i>	<i>0</i>	<i>3 241 101 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>51 543 761 900</i>	<i>39 355 761 900</i>	<i>930 100 000</i>	<i>40 285 861 900</i>	<i>-11 257 900 000</i>

29.2 Justifications

Les crédits de la mission "Travail, emploi et formation professionnelle" baissent de 10.057.900.000 FCFA principalement en lien avec la diminution des dépenses d'investissement (-11.257.900.000 FCFA). Toutefois, cette diminution est contrasté par l'augmentation des crédits de biens et services (1.200.000.000 FCFA). Ces variations sont essentiellement imputables au programme formation professionnelle.

L'augmentation des biens et services se justifie par la prise en compte du fonctionnement des nouveaux centres de formation pour un montant de 1.200.000.000 FCFA.

S'agissant des dépenses d'investissement la baisse est consécutive à l'inscription des nouveaux projets ainsi qu'au reprofilage des projets en cours :

30 DEPENSES TRANSVERSALES

30.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Dépenses transversales	62 979 733 300	38 205 389 432	0	38 205 389 432	-24 774 343 868
Titre 3. Dépenses de biens et services	29 129 985 494	19 886 956 029	0	19 886 956 029	-9 243 029 464
Titre 4. Dépenses de transfert	7 944 324 440	5 211 025 525	0	5 211 025 525	-2 733 298 915
Titre 5. Dépenses d'investissement	24 405 423 366	13 107 407 877	0	13 107 407 877	-11 298 015 489
Autres dépenses	1 500 000 000	0	0	0	-1 500 000 000
Dotation pour dépenses d'utilité publique	20 855 971 236	11 589 323 088	0	11 589 323 088	-9 266 648 148
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>20 711 646 796</i>	<i>11 444 998 648</i>	<i>0</i>	<i>11 444 998 648</i>	<i>-9 266 648 148</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>144 324 440</i>	<i>144 324 440</i>	<i>0</i>	<i>144 324 440</i>	<i>0</i>
Dotation pour dépenses à caractère politique	7 500 000 000	4 812 899 977	0	4 812 899 977	-2 687 100 023
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>5 000 000 000</i>	<i>2 212 899 977</i>	<i>0</i>	<i>2 212 899 977</i>	<i>-2 787 100 023</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 500 000 000</i>	<i>2 600 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 600 000 000</i>	<i>100 000 000</i>
Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	16 508 762 064	9 603 338 698	0	9 603 338 698	-6 905 423 366
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>4 603 338 698</i>	<i>4 603 338 698</i>	<i>0</i>	<i>4 603 338 698</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>11 905 423 366</i>	<i>5 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>5 000 000 000</i>	<i>-6 905 423 366</i>
Dotation pour frais de transport et de déplacement	2 065 000 000	2 065 000 000	0	2 065 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>2 065 000 000</i>	<i>2 065 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 065 000 000</i>	<i>0</i>
Dotation pour primes d'assurance	1 400 000 000	1 400 000 000	0	1 400 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>400 000 000</i>	<i>400 000 000</i>	<i>0</i>	<i>400 000 000</i>	<i>0</i>
Dotation pour dépenses d'inhumation	1 750 000 000	1 827 419 792	0	1 827 419 792	77 419 792
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>500 000 000</i>	<i>523 618 684</i>	<i>0</i>	<i>523 618 684</i>	<i>23 618 684</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 250 000 000</i>	<i>1 303 801 108</i>	<i>0</i>	<i>1 303 801 108</i>	<i>53 801 108</i>
Dotation pour aides aux familles	1 150 000 000	1 150 000 000	0	1 150 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>1 150 000 000</i>	<i>1 150 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 150 000 000</i>	<i>0</i>
Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	2 500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	-2 000 000 000
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 500 000 000</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>500 000 000</i>	<i>-2 000 000 000</i>
Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	5 500 000 000	4 007 407 877	0	4 007 407 877	-1 492 592 123
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>5 500 000 000</i>	<i>4 007 407 877</i>	<i>0</i>	<i>4 007 407 877</i>	<i>-1 492 592 123</i>
Dotation pour fonds d'études sectorielles	2 250 000 000	1 250 000 000	0	1 250 000 000	-1 000 000 000
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>250 000 000</i>	<i>250 000 000</i>	<i>0</i>	<i>250 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 000 000 000</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>1 000 000 000</i>	<i>-1 000 000 000</i>
Dotation pour divers contentieux	1 500 000 000	0	0	0	-1 500 000 000
<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	<i>1 500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-1 500 000 000</i>

30.2 Justifications

Les crédits de la mission "Dépenses transversales" baissent de 24.774.343.868 FCFA. Cette diminution est essentiellement liée aux ajustements du projet de loi de finances rectificative 2021 et à la régularisation des opérations d'exécution.

Par programme, le détail de ces variations se décline ainsi qu'il suit :

- *Dotation pour dépenses d'utilité publique*

La dotation a connu une baisse de 9.266.648.148 FCFA due principalement à la régularisation des opérations d'exécution.

- *Dotation pour dépenses à caractère politique*

La dotation a connu une diminution de 2.687.100.023 FCFA liée exclusivement à la régularisation des opérations d'exécution.

- *Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations*

La dotation enregistre une baisse de 6.905.423.366 FCFA essentiellement imputable au reprofilage du projet "Réhabilitation et construction de bâtiments administratifs".

- *Dotation pour dépenses d'inhumation*

La dotation enregistre une augmentation globale de 77.419.792 FCFA sur les dépenses de biens et services (23.618.684 FCFA) et sur les dépenses de transfert (53.801.108 FCFA). Cette hausse est consécutive aux opérations de régularisation de l'exécution.

- *Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques*

La dotation enregistre une baisse sur les dépenses d'investissement de 2.000.000.000 FCFA due aux opérations de régularisation de l'exécution.

- *Dotation pour fonds d'études sectorielles*

La dotation enregistre une contraction sur les dépenses d'investissement de 1.000.000.000 FCFA en lien avec les opérations de régularisation de l'exécution.

- *Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration*

La dotation enregistre une baisse sur les dépenses d'investissement de 1.492.592.123 FCFA en lien avec les opérations de régularisation de l'exécution.

- *Dotation pour divers contentieux*

La dotation pour divers contentieux a fait l'objet d'une déprogrammation dans le présent projet de loi de finances rectificative.

31 AUTORITES ADMINISTRATIVES, INDEPEDANTES ET DE REGULATION

31.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Autorités administratives indépendantes et de régulation	22 554 983 421	24 911 799 855	350 000 000	25 261 799 855	2 706 816 434
Titre 2. Dépenses de personnel	2 657 609 073	4 921 609 073	0	4 921 609 073	2 264 000 000
Titre3. Dépenses de biens et services	2 115 617 000	1 974 819 989	350 000 000	2 324 819 989	209 202 989
Titre 4. Dépenses de transfert	1 738 068 679	2 314 539 267	0	2 314 539 267	576 470 588
Titre 5. Dépenses d'investissement	16 043 688 669	15 700 831 526	0	15 700 831 526	-342 857 143
Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	62 964 800	433 553 035	0	433 553 035	370 588 235
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>12 964 800</i>	<i>12 964 800</i>	<i>0</i>	<i>12 964 800</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>50 000 000</i>	<i>420 588 235</i>	<i>0</i>	<i>420 588 235</i>	<i>370 588 235</i>
Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	556 465 440	556 465 440	0	556 465 440	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>27 000 000</i>	<i>27 000 000</i>	<i>0</i>	<i>27 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>529 465 440</i>	<i>529 465 440</i>	<i>0</i>	<i>529 465 440</i>	<i>0</i>
Centre Gabonais des Elections (CGE)	598 544 800	598 544 800	0	598 544 800	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>168 544 800</i>	<i>168 544 800</i>	<i>0</i>	<i>168 544 800</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>230 000 000</i>	<i>230 000 000</i>	<i>0</i>	<i>230 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	2 988 350 689	2 638 350 689	350 000 000	2 988 350 689	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>1 582 733 689</i>	<i>1 582 733 689</i>	<i>0</i>	<i>1 582 733 689</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>835 617 000</i>	<i>485 617 000</i>	<i>350 000 000</i>	<i>835 617 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>70 000 000</i>	<i>70 000 000</i>	<i>0</i>	<i>70 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>500 000 000</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>500 000 000</i>	<i>0</i>
Commission Nationale des droits de l'Homme	192 600 000	192 600 000	0	192 600 000	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>17 600 000</i>	<i>17 600 000</i>	<i>0</i>	<i>17 600 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>75 000 000</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>	<i>75 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	598 242 000	864 587 846	0	864 587 846	266 345 846
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>23 242 000</i>	<i>23 242 000</i>	<i>0</i>	<i>23 242 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>225 000 000</i>	<i>434 202 989</i>	<i>0</i>	<i>434 202 989</i>	<i>209 202 989</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>50 000 000</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>	<i>50 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>300 000 000</i>	<i>357 142 857</i>	<i>0</i>	<i>357 142 857</i>	<i>57 142 857</i>
Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	1 000 000 000	864 000 000	0	864 000 000	-136 000 000
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>0</i>	<i>264 000 000</i>	<i>0</i>	<i>264 000 000</i>	<i>264 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>350 000 000</i>	<i>350 000 000</i>	<i>0</i>	<i>350 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>650 000 000</i>	<i>250 000 000</i>	<i>0</i>	<i>250 000 000</i>	<i>-400 000 000</i>
Haute Autorité de la Communication (HAC)	1 243 767 784	1 243 767 784	0	1 243 767 784	0
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>825 523 784</i>	<i>825 523 784</i>	<i>0</i>	<i>825 523 784</i>	<i>0</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>18 244 000</i>	<i>18 244 000</i>	<i>0</i>	<i>18 244 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
Autorité de Régulation des Transports Ferroviaires	14 614 047 908	14 614 047 908	0	14 614 047 908	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>470 359 239</i>	<i>470 359 239</i>	<i>0</i>	<i>470 359 239</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>14 143 688 669</i>	<i>14 143 688 669</i>	<i>0</i>	<i>14 143 688 669</i>	<i>0</i>
Autorité Nationale d'Audit et de Vérification	700 000 000	2 905 882 353	0	2 905 882 353	2 205 882 353
<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>0</i>	<i>2 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 000 000 000</i>	<i>2 000 000 000</i>
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>200 000 000</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>	<i>200 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>500 000 000</i>	<i>705 882 353</i>	<i>0</i>	<i>705 882 353</i>	<i>205 882 353</i>

31.2 Justifications

Les crédits de la mission "Autorités administratives indépendantes et de régulation" connaissent une hausse de 2.706.816.434 FCFA. Cette augmentation est imputable aux dépenses de personnel (2.264.000.000 FCFA), de biens et services (209.202.989 FCFA) et de transfert (576.470.588 FCFA) nonobstant une diminution des dépenses d'investissement (-342.857.143 FCFA).

Le détail de ces variations par dotation se présente comme suit :

- *Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)*

Les crédits de la dotation n'enregistrent aucune variation. En effet, la diminution de 350.000.000 FCFA sur les dépenses des biens et services a été compensée par la création d'une ADP de même montant.

- *Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)*

La dotation a bénéficié d'une augmentation des crédits des dépenses de transfert pour un montant de 370.588.235 FCFA dans le cadre des opérations de régularisation de l'exécution.

- *Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel*

La dotation enregistre une augmentation globale de 266.345.846 FCFA sur les dépenses de biens et services (209.202.989 FCFA) et sur les dépenses d'investissement (57.142.857 FCFA). Cette hausse s'explique par les opérations de régularisation de l'exécution.

- *Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)*

La dotation connaît globalement une baisse de 136.000.000 FCFA en lien avec la diminution des crédits d'investissement (-400.000.000 FCFA) malgré une hausse des dépenses de personnel (264.000.000 FCFA). Cette variation est consécutive aux opérations de régularisation de l'exécution.

- *Autorité Nationale d'Audit et de Vérification*

La dotation connaît globalement une hausse de 2.205.882.353 FCFA qui se justifie par l'augmentation des dépenses de personnel (2.000.000.000 FCFA) et de transfert (205.882.353 FCFA). La variation du titre 2 prend en compte les besoins en dépenses de personnel et celle du titre 4 s'explique par les opérations de régularisation de l'exécution.

35. ENGAGEMENTS DE L'ETAT

35.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Engagements de l'Etat	366 983 832 559	370 221 598 500	0	370 221 598 500	3 237 765 940
Titre 1. Charges financières de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
Titre 2. Dépenses de biens et services	60 078 257 879	54 078 257 879	0	54 078 257 879	-6 000 000 000
Titre 3. Dépenses de transfert	12 200 000 000	10 700 000 000	0	10 700 000 000	-1 500 000 000
Titre 6. Autres dépenses	21 815 000 000	11 815 000 000	0	11 815 000 000	-10 000 000 000
Charge de la dette	272 890 574 680	293 628 340 620	0	293 628 340 620	20 737 765 940
<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	<i>272 890 574 680</i>	<i>293 628 340 620</i>	<i>0</i>	<i>293 628 340 620</i>	<i>20 737 765 940</i>
Dégrèvements et remboursements	60 078 257 879	54 078 257 879	0	54 078 257 879	-6 000 000 000
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>60 078 257 879</i>	<i>54 078 257 879</i>	<i>0</i>	<i>54 078 257 879</i>	<i>-6 000 000 000</i>
Restructuration des entreprises	18 065 000 000	8 065 000 000	0	8 065 000 000	-10 000 000 000
<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	<i>18 065 000 000</i>	<i>8 065 000 000</i>	<i>0</i>	<i>8 065 000 000</i>	<i>-10 000 000 000</i>
Appels en garantie de l'Etat	3 750 000 000	3 750 000 000	0	3 750 000 000	0
<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	<i>3 750 000 000</i>	<i>3 750 000 000</i>	<i>0</i>	<i>3 750 000 000</i>	<i>0</i>
Soutien des prix des produits pétroliers	12 200 000 000	10 700 000 000	0	10 700 000 000	-1 500 000 000
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>12 200 000 000</i>	<i>10 700 000 000</i>	<i>0</i>	<i>10 700 000 000</i>	<i>-1 500 000 000</i>

35.2 Justifications

Le niveau des crédits de la mission engagements de l'Etat augmente de 3.237.765.940 FCFA. Cette variation est due principalement à l'accroissement des charges financières de la dette (+20.737.765.940 FCFA) malgré la baisse des dépenses de biens et services (-6.000.000.000 FCFA), des dépenses de transfert (-1.500.000.000 FCFA) et des autres dépenses (-10.000.000.000 FCFA).

Les variations par programme se déclinent ainsi qu'il suit :

- *Charges de la dette*

Le programme enregistre une hausse sur le poste charges financières de la dette de 20.737.765.940 FCFA pour faire face aux engagements intérieur (+6.709.293.695 FCFA) et extérieur (+14.028.472.245 FCFA).

- *Dégrèvements et Remboursements*

La dotation connaît une baisse de 6.000.000.000 FCFA relative aux remboursements de la TVA.

- *Restructuration des entreprises*

Le programme restructuration des entreprises enregistre une diminution de 10.000.000.000 FCFA. Cette variation est consécutive aux ajustements du projet de lois de finances rectificative.

- *Soutien aux produits pétroliers*

Le programme soutien aux produits pétroliers enregistre une baisse de 1.500.000.000 FCFA liée à la diminution du soutien au prix du pétrole lampant et du gaz butane et de la subvention de SOGARA.

60. PENSIONS

60.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Pensions	67 703 914 796	70 503 914 796	0	70 503 914 796	2 800 000 000
Titre 4. Dépenses de transfert	67 703 914 796	70 503 914 796	0	70 503 914 796	2 800 000 000
Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	59 678 470 860	62 478 470 860	0	62 478 470 860	2 800 000 000
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>59 678 470 860</i>	<i>62 478 470 860</i>	<i>0</i>	<i>62 478 470 860</i>	<i>2 800 000 000</i>
Pensions spéciales	8 025 443 936	8 025 443 936	0	8 025 443 936	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>8 025 443 936</i>	<i>8 025 443 936</i>	<i>0</i>	<i>8 025 443 936</i>	<i>0</i>

60.2 Justifications

Le CAS enregistre une augmentation de 2.800.000.000 FCFA au titre de la prise en compte progressive de la part patronale.

61. SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

61.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Service universel des communications électroniques	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 400 000 000	2 400 000 000	0	2 400 000 000	0
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>2 400 000 000</i>	<i>2 400 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 400 000 000</i>	<i>0</i>

61.2 Justifications

Aucune variation n'a été constatée sur le niveau des crédits du CAS Service universel des communications électroniques.

62. PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES

62.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
Titre 4. Dépenses de transfert	16 500 000 000	16 500 000 000	0	16 500 000 000	0
Aide à l'enfance	12 000 000 000	12 000 000 000	0	12 000 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>12 000 000 000</i>	<i>12 000 000 000</i>	<i>0</i>	<i>12 000 000 000</i>	<i>0</i>
Aide à la maternité	4 500 000 000	4 500 000 000	0	4 500 000 000	0
<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>4 500 000 000</i>	<i>4 500 000 000</i>	<i>0</i>	<i>4 500 000 000</i>	<i>0</i>

62.2 Justifications

Aucune variation n'a été constatée sur le niveau des crédits du CAS Prestations familiales et sociales.

63. PROMOTION DU SPORT

63.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Promotion du sport	5 895 681 840	4 757 442 538	0	4 757 442 538	-1 138 239 302
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
Titre 5. Dépenses d'investissement	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
Sport pour tous, sport de proximité	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 473 920 460</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>0</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>-284 559 825</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 473 920 460</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>0</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>-284 559 825</i>
Sport amateur, d'élite et professionnel	2 947 840 920	2 378 721 269	0	2 378 721 269	-569 119 651
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 473 920 460</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>0</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>-284 559 825</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 473 920 460</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>0</i>	<i>1 189 360 635</i>	<i>-284 559 825</i>

63.2 Justifications

Les crédits de la mission baissent globalement de 1.138.239.302 FCFA consécutivement à la révision des prévisions des recettes tirées de la taxe sur les jeux de hasard et des droits d'accises.

64. PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINÉMATOGRAPHIQUE

64.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Promotion audiovisuelle et cinématographique	2 049 195 105	2 049 400 000	0	2 049 400 000	204 895
Titre 3. Dépenses de biens et services	683 065 030	683 133 333	0	683 133 333	68 303
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 366 130 075	1 366 266 667	0	1 366 266 667	136 592
Production des contenus audiovisuels	1 024 597 553	1 024 700 000	0	1 024 700 000	102 447
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>341 532 515</i>	<i>341 566 667</i>	<i>0</i>	<i>341 566 667</i>	<i>34 152</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>683 065 038</i>	<i>683 133 333</i>	<i>0</i>	<i>683 133 333</i>	<i>68 295</i>
Production des contenus cinématographiques	1 024 597 552	1 024 700 000	0	1 024 700 000	102 448
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>341 532 515</i>	<i>341 566 667</i>	<i>0</i>	<i>341 566 667</i>	<i>34 152</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>683 065 037</i>	<i>683 133 333</i>	<i>0</i>	<i>683 133 333</i>	<i>68 296</i>

64.2 Justifications

Les crédits du CAS augmentent de 204.895 FCFA consécutivement à la révision des prévisions des recettes tirées de la redevance audiovisuelle et cinématographique.

65. FORMATION POUR L'EMPLOI

60.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Formation pour l'emploi	2 449 012 240	2 449 012 240	0	2 449 012 240	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	816 337 413	816 337 413	0	816 337 413	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 632 674 827	1 632 674 827	0	1 632 674 827	0
Formation initiale	1 700 702 945	1 700 702 945	0	1 700 702 945	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>612 253 060</i>	<i>612 253 060</i>	<i>0</i>	<i>612 253 060</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 088 449 885</i>	<i>1 088 449 885</i>	<i>0</i>	<i>1 088 449 885</i>	<i>0</i>
Formation continue	748 309 296	748 309 296	0	748 309 296	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>204 084 353</i>	<i>204 084 353</i>	<i>0</i>	<i>204 084 353</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>544 224 942</i>	<i>544 224 942</i>	<i>0</i>	<i>544 224 942</i>	<i>0</i>

60.2 Justifications

Aucune variation n'a été constatée sur le niveau des crédits du CAS Formation pour l'emploi.

66. SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE

66.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Service public de l'eau et de l'électricité	7 950 000 000	7 950 000 000	0	7 950 000 000	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	2 385 000 000	2 385 000 000	0	2 385 000 000	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 565 000 000	5 565 000 000	0	5 565 000 000	0
Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	6 900 000 000	6 900 000 000	0	6 900 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>2 070 000 000</i>	<i>2 070 000 000</i>	<i>0</i>	<i>2 070 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>4 830 000 000</i>	<i>4 830 000 000</i>	<i>0</i>	<i>4 830 000 000</i>	<i>0</i>
Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales	1 050 000 000	1 050 000 000	0	1 050 000 000	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>315 000 000</i>	<i>315 000 000</i>	<i>0</i>	<i>315 000 000</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>735 000 000</i>	<i>735 000 000</i>	<i>0</i>	<i>735 000 000</i>	<i>0</i>

66.2 Justifications

Aucune variation n'a été constatée sur le niveau des crédits du CAS Service public de l'eau et de l'électricité.

67. SALUBRITE PUBLIQUE

67.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Salubrité publique	7 200 000 000	10 245 920 000	0	10 245 920 000	3 045 920 000
Titre 3. Dépenses de biens et services	72 000 000	102 459 200	0	102 459 200	30 459 200
Titre 5. Dépenses d'investissement	7 128 000 000	10 143 460 800	0	10 143 460 800	3 015 460 800
Assainissement des collectivités locales	7 200 000 000	10 245 920 000	0	10 245 920 000	3 045 920 000
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>72 000 000</i>	<i>102 459 200</i>	<i>0</i>	<i>102 459 200</i>	<i>30 459 200</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>7 128 000 000</i>	<i>10 143 460 800</i>	<i>0</i>	<i>10 143 460 800</i>	<i>3 015 460 800</i>

67.2 Justifications

Le niveau des crédits du CAS Salubrité publique passe de 7.200.000.000 FCFA à 10.245.920.000 FCFA. Cette augmentation (+3.045.920.000 FCFA) est consécutive à la révision des prévisions des recettes tirées de la redevance des ordures ménagères.

68. GESTION DU PATRIMOINE ROUTIER ET QUALITE DES CARBURANTS

68.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Valorisation du patrimoine de l'Etat et contrôle des produits pétroliers	15 024 737 108	12 163 936 116	0	12 163 936 116	-2 860 800 992
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 766 307 728	1 429 992 033	0	1 429 992 033	-336 315 695
Titre 5. Dépenses d'investissement	13 258 429 380	10 733 944 083	0	10 733 944 083	-2 524 485 298
Gestion du patrimoine routier	12 209 259 294	9 884 542 293	0	9 884 542 293	-2 324 717 002
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 261 425 929</i>	<i>1 021 242 788</i>	<i>0</i>	<i>1 021 242 788</i>	<i>-240 183 141</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>10 947 833 365</i>	<i>8 863 299 504</i>	<i>0</i>	<i>8 863 299 504</i>	<i>-2 084 533 861</i>
Contrôle de la qualité des produits pétroliers	1 356 584 366	1 098 282 533	0	1 098 282 533	-258 301 833
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>140 158 437</i>	<i>113 471 421</i>	<i>0</i>	<i>113 471 421</i>	<i>-26 687 016</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 216 425 929</i>	<i>984 811 112</i>	<i>0</i>	<i>984 811 112</i>	<i>-231 614 817</i>
Entretien du patrimoine mobilier et immobilier	1 458 893 448	1 181 111 290	0	1 181 111 290	-277 782 158
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>364 723 362</i>	<i>295 277 824</i>	<i>0</i>	<i>295 277 824</i>	<i>-69 445 538</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>1 094 170 086</i>	<i>885 833 467</i>	<i>0</i>	<i>885 833 467</i>	<i>-208 336 619</i>

68.2 Justifications

Le niveau des crédits du CAS Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants passe de 15.024.737.108 FCFA à 12.163.936.116 FCFA, soit une réduction de 2.860.800.992 FCFA liée à la baisse des prévisions des recettes adossées à la redevance d'usure de la route (RUR).

69. FINANCEMENT DE L'HABITAT

69.1 Tableau des variations

Programme/titre	LFI 2021	LFR 2021			
		Budget général	FDC/ADP et autres ressources prévues en 2021	LFR 2021	Ecart
Financement de l'habitat	7 786 624 721	7 786 624 721	0	7 786 624 721	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 557 324 944	1 557 324 944	0	1 557 324 944	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	6 229 299 777	6 229 299 777	0	6 229 299 777	0
Offre de logement	7 630 892 227	7 630 892 227	0	7 630 892 227	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>1 401 592 450</i>	<i>1 401 592 450</i>	<i>0</i>	<i>1 401 592 450</i>	<i>0</i>
<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	<i>6 229 299 777</i>	<i>6 229 299 777</i>	<i>0</i>	<i>6 229 299 777</i>	<i>0</i>
Accès au logement	155 732 494	155 732 494	0	155 732 494	0
<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	<i>155 732 494</i>	<i>155 732 494</i>	<i>0</i>	<i>155 732 494</i>	<i>0</i>

69.2 Justifications

Aucune variation n'a été constatée sur le niveau des crédits du CAS Financement de l'Habitat.